

LEOPOLD KOHR

Professeur à l'Université de Porto-Rico



**une  
bretagne  
libre  
est-elle  
viable**

*... et la France ?*

avec sa " grandeur ", son Paris, son Concorde,  
sa bombe, sa centralisation, ses concentrations,  
ses agglomérations,

avec ses régions, excentrées, ruinées et dépeuplées,  
ses scandales, ses grèves, sa contestation,  
sa pollution.

Le grand ou le petit, lequel est viable ?

*Voici les réponses de l'Economie Politique Moderne*

LÉOPOLD KOHLEK

Président de l'Université de Bonn

Adapté par le Docteur YANN POUDRE

UNE BRETAGNE

LIBRE

**UNE BRETAGNE LIBRE**

**EST-ELLE VIABLE ?**

Traduction et Postface de P. BOURGEOIS

Préface de Yann Poudre

Introduction d'Alain Pons



Éditions du Seuil

10, rue de la Harpe - 75001 Paris

LÉOPOLD KOHR

Professeur à l'Université de Porto-Rico

Adapté par P. BOURDELLES et YANN FOUÉRE

UNE BRETAGNE  
LIBRE  
EST-ELLE VIABLE ?

Traduction et Postface de P. Bourdelles

Préface de Yann Fouéré

Introduction d'Alwynn Rees



" NATURE ET BRETAGNE "

38, rue Jeanne-d'Arc — 29000 QUIMPER

Les Cahiers de " L'AVENIR DE LA BRETAGNE "

N° 1

## PRÉFACE

Give me the strength to accept what can't be changed,  
the courage to change what should be changed,  
and the wisdom to know the difference.

From a very old prayer.

Si nous présentons aujourd'hui au public breton et français la traduction et l'adaptation à la Bretagne du petit livre que le Professeur Léopold Kohr a récemment publié sous le titre : « *Is Wales Viable?* », (1), c'est qu'il répond de manière claire, facilement compréhensible autant que difficilement réfutable, à l'une des principales objections que l'on oppose à ceux qui luttent pour une Bretagne libre ou pour un pouvoir Breton. A cette objection, que la Bretagne ne pourrait vivre, ou en tout cas vivre bien, si elle n'était étroitement intégrée à l'Etat français comme elle est aujourd'hui, il apporte la réponse de l'économie moderne et, plus simplement, la réponse du bon sens. S'il est vrai que le bon sens est la chose du monde la plus répandue, ce dont on pourrait douter à notre époque où les agressions contre toute pensée libre et indépendante se sont multipliées, tout le monde devrait pouvoir comprendre ce que le Dr. Kohr nous explique en termes simples, imagés, concrets. La portée de son enseignement est si générale, la projection de sa pensée si universelle, que le travail d'adaptation de ce petit livre à la Bretagne, après que la traduction française en eut été effectuée par P. Bourdelles avec une remarquable fidélité, a été d'une déconcertante simplicité. P. Bourdelles et moi-même nous sommes bornés, la plupart du

(1) Léopold Kohr — « *Is Wales Viable* » Christopher Davies, ed...  
Llandybie ; Carms ; Wales.



temps, à remplacer le mot « Wales » par le mot « Bretagne », le mot « Gallois » par le mot « Breton »...

Ce livre, mince de volume mais lourd de pensée, dédié à Guynfor Evans, conçu et écrit pour le Pays de Galles, s'est ainsi inséré sans effort dans le contexte breton. Il se serait inséré aussi facilement dans le contexte basque, corse, catalan, flamand, crétois, géorgien ou lithuanien. L'une de nos récompenses, à P. Bourdelles et à moi-même, sera de penser que cette adaptation en français que nous avons réalisée à l'usage de notre propre peuple et du public francophone, servira aussi tout naturellement à nos amis d'autres nations ou régions de l'Europe aux prises avec des problèmes similaires et, par la force des choses, compagnons d'une même cause. Il leur donnera à tous un enseignement à partager. Il approfondira les bases d'une philosophie commune au combat qu'ils mènent, dont j'ai moi-même tenté de décrire et de dégager les principales lignes de force dans : « L'Europe aux Cents Drapeaux » (2), et dans certains de mes éditoriaux (3).



Disons tout de suite que cette philosophie, et tous les lecteurs de ce livre s'en apercevront, ne doit rien à une quelconque idéologie : elle est une simple philosophie du concret. Alors que les idéologies et les théories économiques et politiques bâtissent trop souvent des systèmes abstraits que leurs croyants s'efforcent de plaquer ensuite sur le réel pour essayer de forcer les faits à y rentrer, cette philosophie du concret part du particulier pour aboutir au général, de la réalité et de faits aisément perceptibles pour en tirer un enseignement que l'on peut élargir ensuite à l'universel, ceci tout en prenant garde d'adapter les constantes très larges qu'elle dégage aux besoins particuliers de chaque peuple.

(2) Yann Fouéré — « L'Europe aux cent Drapeaux » Presses d'Europe, ed... Paris.

(3) L'Avenir de la Bretagne — « Journal national Breton et Fédéraliste européen » Saint-Brieuc.

L'un des premiers principes que cette philosophie du concret nous permet de dégager, c'est que les lois de la « physique » ne s'appliquent pas seulement au règne de la matière, mais qu'elles régissent aussi, dans une large mesure, l'équilibre de nos sociétés humaines. Il y a une « physique » de la politique et de la vie sociale, de l'organisation institutionnelle et administrative, comme il y a une physique de l'air, de l'eau ou de l'atome. On ne brise pas sans danger cet équilibre, pas plus qu'on ne le viole, sans des inconvénients ressentis par le corps social tout entier, par nous-mêmes donc, en tant que citoyens, travailleurs, producteurs ou administrés, et par les communautés humaines différenciées qui nous rassemblent, et dans lesquelles s'organise notre vie de peuple et de nation.

Or, de nos jours, cet équilibre est constamment et dangereusement violé par les démons du gigantisme : Villes énormes, agglomérations humaines proliférantes, entreprises et usines mammoth, administrations et technostructures cancéreuses, concentrations économiques titanesques, centralisations étatiques renforcées, organisations politiques, économiques et sociales démesurées... En voulant réagir, car notre combat pour une Bretagne libre ou pour un pouvoir Breton est une défense nécessaire et un réflexe vital contre ce gigantisme qui désagrège et atomise nos peuples et nos citoyens, nous ne voulons pas ramener l'horloge en arrière. Bien au contraire nous voulons simplement rétablir un équilibre au sein duquel nous pourrions vivre de notre vie propre d'homme, de citoyen, de Breton, de Gallois ou de Basque, sans être menacés d'engloutissement et d'extinction, morale et spirituelle sinon physique, par un système économique et politique d'organisation, de production, de vie et de pensée, qui finirait par faire de nous des hommes sans visages, déshumanisés, robotisés, tamisés, intégrés, « taillables, déplaçables et corvéables à merci » dans la termitière universelle d'une société d'insectes. Ce que nous voulons c'est retrouver l'humain, construire une société à la mesure de l'homme, et où celui-ci ne risque pas de perdre son chemin.

Pour les mêmes raisons, et par la simple observation des tendances de notre temps, cette philosophie du concret nous invite aussi à ne nous laisser enfermer dans aucune formule pré-déterminée, dans aucune des théories économiques et sociales pré-fabriquées, communément admises, habituellement reçues et quotidiennement enseignées. En nous laissant embrigader par l'une quelconque d'entre elles nous fermons délibérément la porte à toute pensée libre et sans préjugés ; nous limitons notre horizon, en même temps que notre possibilité de choisir lorsqu'il sera devenu impératif de le faire en fonction de cas et de besoins précis. Nous fermons portes et fenêtres au lieu de les ouvrir. Capitalisme et socialisme, théoriciens, experts et économistes de l'un, comme théoriciens, experts, et économistes de l'autre, sont unis aujourd'hui dans la même erreur, qui est justement le culte du « Gigantisme ». Que dis je ? Ils rivalisent dans sa recherche et se vautrent en chœur dans son adoration.



Certes, les bâtisseurs de nation qu'évoque Léopold Kohr doivent faire acte de foi. Rien ne sera fait sans foi et tout choix l'implique. Quel est l'homme véritable qui n'accomplit pas dans son existence de nombreux actes de foi lorsqu'il s'agit de réaliser son destin personnel ? Ceci dit le choix des bâtisseurs de nation, et nous avons notre nation à reconstruire, ne doit pas s'arrêter à une seule formule, ni s'enfermer dans un seul moule. Il ne doit pas suivre les clivages classiques. Ici encore c'est le concret, et lui seul qui doit dicter leur conduite avec le souci majeur de l'épanouissement équilibré, sur tous les plans, de leur peuple. On peut introduire la mesure dans le capitalisme comme dans le socialisme si on réduit les dimensions des sociétés de toute nature au sein desquelles on les applique, accroissant sur eux du même coup le contrôle des pouvoirs locaux, des citoyens, des producteurs et des administrés, grâce à ce que le Dr Kohr appelle la « transparence des petits ».

Secteurs privés et secteurs publics peuvent, et doivent coexister et se faire contrepoids dans un pays que l'on doit conduire à un développement équilibré. Leur émulation même est un gage de succès. Il n'y a ni équilibre, ni harmonie, et partant ni justice, si le plateau de la balance penche toujours d'un seul côté. La loi de « l'équilibre » n'est en fait que la réalisation de l'harmonie par la coexistence simultanée des contraires. Cette coexistence est le principe même de la vie, et celui de l'univers.

Réaliser la Bretagne libre ou créer un Pouvoir Breton, qu'il soit dit « régional » ou dit « national », ne peut se faire par l'application d'une théorie ou d'un système rigide, aussi satisfaisants soient-ils pour l'esprit. Cela ne se fera que par l'application de mesures concrètes et variées, par la re-distribution du pouvoir, du gouvernement et de l'autorité, par le rétablissement de l'équilibre de la société politique et économique disproportionnée et hydrocéphale dans laquelle nous vivons. Si l'on ne change pas les structures de base de l'Etat, et le système lui-même qui lui donne son armature, écrivait Morvan Lebesque, « vous remplacez seulement une structure aliénante par une autre structure aliénante, s'appela-t-elle le socialisme. Ou, pour mieux dire, vous aliénez le socialisme en le plaquant sur la structure ». Et il ajoutait, en le soulignant, « Il n'y a pas de centralisme démocratique » (4). Comment pourrait-il donc y en avoir un, puisque ces deux termes sont anti-nomiques ?

Pour ce militant fraternel de notre combat, comme il se décrivait lui-même, c'est le salut du peuple et de la nation qui importait, non la vérification d'une théorie ou l'obstination dans l'erreur, par l'appel à des slogans simplistes afin de justifier sur les peuples la dictature de « l'appareil », fut-il d'Etat, de classe, de parti ou de techno-structures économiques, politiques ou sociales. Il savait qu'il y avait dans tout cela un égal et profond

(4) Morvan Lebesque — « Comment peut-on être Breton ? » Le Seuil, éd. Paris.

*mépris de l'homme et du citoyen, que l'on s'efforce en fait d'abaisser, de tromper, de bêtifier, de standardiser, de déraciner pour qu'ils posent le moins possible de problèmes à ceux qui s'arrogent, ou veulent s'arroger, le droit de les gouverner.*

✱

Les lecteurs de Léopold Kohr trouveront donc aussi dans sa pensée une grande leçon de réalisme. Son raisonnement et ses projections sur le futur s'écartent des abstractions chères aux esprits français qui contribuent, par une propagande incessante, par l'enseignement des écoles et de l'université, par le matraquage des mass-media monopolisés par l'Etat, à aliéner, parmi d'autres, le peuple breton, jusques et y compris nombre de ceux qui pensent de bonne foi militer pour lui. Il manque aux Français, en général et aux Bretons en particulier, de se familiariser avec les méthodes d'éducation, de pensée et de raisonnement, plus réalistes plus empiriques, et en définitive plus réelles, qui caractérisent le monde nordique et anglo-saxon. Ils y apprendraient à accorder plus de place aux faits et moins aux théories, plus d'attention au contenu des choses qu'aux mots qui les recouvrent, plus de crédit au concret qu'à l'abstrait. La désaliénation du peuple Breton ne pose pas seulement des problèmes matériels, sociaux, économiques, politiques et culturels, mais aussi des problèmes d'intelligence, d'esprit, de pensée et d'habitudes mentales. La tâche sera longue certes, et ne sera pas achevée avec l'établissement d'un pouvoir Breton.

Il n'en reste pas moins que la première étape en est nécessairement l'établissement d'une Bretagne maîtresse de ses décisions, cette Bretagne Libre dont Léopold Kohr nous dit qu'elle est parfaitement viable, plus viable même à l'époque moderne, à cause de ses dimensions plus réduites, que ne l'est la France ou n'importe quel autre grand Etat.

YANN FOUÈRE.

## INTRODUCTION

Dans ce livre, un penseur indépendant et profondément original apporte sur la situation du Pays de Galles, et par conséquent sur celle de la Bretagne, une philosophie sociale qu'il a exposée et développée tout au long de ce quart de siècle. Autrichien, étudiant à Salzbourg et aux Universités de Vienne, d'Innsbruck, de la Sorbonne et de la London School of Economics, réfugié échappé de la tyrannie nazie, naturalisé Américain, professeur de Sciences Economiques à l'Université de Porto Rico depuis 15 ans, et maintenant chargé de conférences à l'université du Pays de Galles, il serait difficile à Léopold Kohr de prétendre à la formation culturelle et psychologique d'un nationaliste Gallois ou Breton ; pas plus qu'on ne peut qualifier son livre de brochure écrite pour soutenir une politique adoptée d'avance pour des raisons patriotiques plutôt qu'économiques. Ce serait plutôt le contraire. Le Prof. Kohr voit dans la condition faite au Pays de Galles et à la Bretagne l'illustration d'une vérité générale : que la participation provinciale à la prospérité d'une grande unité politique diminue suivant la distance entre la province et le centre du gouvernement. Et pour lui, les objectifs du Plaid Cymru, le

parti national gallois, et ceux des partis nationalistes bretons, coïncident tout simplement avec le remède universel qu'il propose pour guérir cette inégalité structurelle : la division des grands Etats en leurs parties composantes, plus « manageables ». Bref, son diagnostic général sur la cause des maladies économiques et politiques du monde contemporain le prédispose en faveur des « Séparatismes » partout où ceux-ci se manifestent.

Le Prof. Kohr a mis au point son système philosophique en se basant sur la « théorie des dimensions », dans ses livres « L'éclatement des nations » (Traduction anglaise, Londres 1957) « Les nations sur-développées », (publié en Allemand et en Espagnol) et « Le développement sans aide extérieure », sans compter une foule d'articles de revues et de journaux. Le cœur de la théorie (dont ce livre est l'application à un cas particulier, de même que sa conférence à Conway en 1970, sous le titre « L'éclatement de la Grande-Bretagne »), c'est que la cause fondamentale dont naissent les autres causes plus voyantes de toutes les formes de malheur social, c'est le « Gigantisme ».

« Partout où quelque chose va mal, dit le Prof. Kohr, il y a quelque chose qui est trop grand ». Son concept des dimensions n'est pas uniquement quantitatif cependant, car l'effet des dimensions est aussi une résultante de la densité et de la mobilité. Une population d'un million d'habitants entassée en désordre dans une conurbation moderne, souffre beaucoup plus de la maladie du gigantisme que le même nombre de gens éparpillés sur l'étendue d'un pays ou d'une région. De même encore, une société en perpétuel déplacement est plus dense, et par conséquent plus grande, en fait, qu'une société enracinée et stable ; de même une société centralisée est plus grande qu'une autre dont les proportions arithmétiques sont les mêmes, mais qui est composée d'un certain nombre d'unités semi-autonomes. La centralisation aggrave énormément la force d'attraction toujours présente qui draine la population vers la capitale politique et économique, provoquant ainsi

« l'apoplexie au centre et à la paralysie aux extrémités » (Lamenais). La facilité des voyages, dont la technologie moderne s'enorgueillit, ne fait qu'accélérer cette tendance à un rythme inquiétant.

Par exemple, ayant perdu l'Irlande Libre, Eire, le Royaume Uni est maintenant plus petit, territorialement, qu'il ne l'était avant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, et sa population n'a augmenté que de 25 %, mais l'effet déprimant de la grandeur et du gigantisme, tels que le Pr. Kohr les définit, est déjà plusieurs fois plus intense. Au fardeau social en perpétuelle croissance, dû à l'accroissement en chiffres de la population et à sa densité de plus en plus grande sur des espaces restreints, on a encore ajouté une augmentation énorme de la machinerie gouvernementale. Pour éviter le chaos absolu il faut une bureaucratie géante pour « planifier » l'économie, organiser la sécurité sociale dans des conditions de vie où peu de gens, s'ils en étaient privés, se sentiraient en sécurité et, en général, pour gérer la masse amorphe des déracinés sans visage que la dégénérescence rapide de notre société est en train de fabriquer. Individus et communautés locales, nous sommes plus étroitement gouvernés aujourd'hui que nous ne l'avons jamais été, et plus on nous gouverne, plus la situation semble échapper aux gouvernements. Non seulement la centralisation du pouvoir étouffe l'initiative locale, mais plus le pouvoir central s'enfle, moins il semble capable de faire face aux problèmes que souvent il a lui-même créés.

Il est naturel d'accuser les ministres et les fonctionnaires d'inefficacité et de maladresse, sans se rendre pleinement compte qu'ils sont de plus en plus les esclaves d'une machine inerte et inflexible, dont l'une des fonctions semble être de transformer des problèmes locaux très simples en litiges insolubles. Figurez-vous ceci se répétant d'un bout à l'autre de ce qui est gouvernement et administration, et vous aurez une idée de ce qui couve sous la frustration et le malaise qui envahissent notre corps social aujourd'hui. Les ministres de l'Etat français sont, sans aucun



doute possible, aussi intelligents que dans le passé. C'est l'énormité paralysante du monstre mécanique et sans cervelle au service de qui ils sont qui les empêche de se conduire comme des gens raisonnables. Cela et rien d'autre. Le remède n'est certainement pas d'augmenter encore le nombre de personnes employées au sommet. Cela ne ferait que compliquer davantage le système et le rendre encore plus incapable de sentir et de répondre. C'est plutôt de faire éclater l'Etat sur-développé en unités autonomes, faciles à gérer, assez petites pour fonctionner comme des organismes vivants au lieu d'être manipulées d'en haut, comme des machines. Il est d'ailleurs significatif que le titre d'un autre livre du Prof. Kohr, déjà publié en allemand soit : « Se libérer du gouvernement ».

De nos jours les dirigeants des grands Etats ne sont que de pauvres hommes qui cherchent à accomplir un travail de Dieu : et ils échouent... Puisqu'on ne peut pas les expédier auprès de Dieu le père suivre un cours accéléré de science, de santé et de puissance infinies avant d'entrer en fonctions, la seule chose raisonnable est de ramener la charge de leur tâche à des proportions humaines. De même que le département du Finistère, ou les « Bros » de Basse Bretagne, pourraient facilement résoudre le petit problème spécifique et qui leur est propre de panneaux de signalisation routiers bilingues, ou de l'enseignement du breton dans les écoles, sans l'aide de personne, sauf de leurs propres fonctionnaires, ainsi la plupart, et peut-être tous les problèmes sociaux et économiques qui sont si déconcertants dans le contexte de la grandeur et du gigantisme, seraient faciles à résoudre, et quelques uns s'évanouiraient d'eux mêmes au sein de ce que le Prof Kohr appelle « la transparence des petits ».

Il va sans dire que l'enseignement du Prof. Kohr n'a pas été admis facilement dans un hémisphère où la « doctrine du progrès » a du mal à mourir, et où « le plus grand possible » reste un article de foi. Mais depuis quelques temps d'autres théoriciens

réagissent cependant contre le culte du gigantisme : en particulier le juriste Américain Ernest Cuneo, dans « Sciences et Histoire », et le Prof. E. J. Mishan de la « London School of economics » dans le « Coût de la croissance économique » et « Technologie et croissance » et aussi le Prof. J. K. Galbraith dans quelques unes de ses déclarations les plus récentes.

Les dangers du sur-développement, de la sur-centralisation et de la sur-croissance, sont ressentis aussi peu à peu en dehors des cercles académiques, de même que l'effet désastreux de la préoccupation excessive apportée au taux de croissance et de la multiplication des besoins artificiels. Les jeunes, en particulier, semblent rejeter ces valeurs, tandis que les technocrates et hauts fonctionnaires commencent eux-mêmes à louer la régionalisation du bout des lèvres, sans s'avouer à eux-mêmes que la seule forme significative de régionalisation est celle qui transfère le pouvoir réel. Au moins dans certains cercles de pensée on se rend compte de plus en plus, des conséquences fatales du gigantisme. Citons, ce qu'écrivait récemment un correspondant du Wall Street Journal : « Nous vivons dans un siècle de gigantisme institutionnel avancé, du genre qui d'ordinaire annonce la sénescence d'une espèce. Les bureaucraties toutes puissantes ont toutes les caractéristiques monstrueuses bien connues. Il suffit de vivre auprès d'une métropole comme New-York, (ou Paris ou Londres) pendant quelque temps, pour se rendre compte que l'institution, au sens le plus large du terme, de ces métropoles tentaculaires, échappe, à la lettre, au contrôle de l'homme, incapable qu'elles sont de procurer un environnement sûr, sans parler d'agrément à leurs malheureux habitants ».

Non seulement le Prof. Kohr a doté le nationalisme des petits Etats, et les autres mouvements qui se rebellent contre notre civilisation de masse, d'une justification philosophique nouvelle, sereine, sans chauvinisme, plus proche de Machiavel que de Fichte, mais il a aussi procuré à l'étudiant en sociologie un

instrument d'analyse qui peut se comparer à celui de Marx, quand à son étendue, à sa portée et à sa puissance révolutionnaire. Marx affirmait qu'en arrivant sur la scène, il trouva Hegel qui marchait la tête en bas, et qu'il n'avait fait, lui, qu'une chose, le remettre debout. Kohr, démontre que les économistes de l'école capitaliste, comme ceux de l'école socialiste, ont aujourd'hui la tête en bas. En redressant leurs pensées et leurs têtes dans le bon sens, il procure aux uns et aux autres les moyens de voir la société moderne suivant une perspective plus humaine.

ALWYN P. REES.

## I

### LA BRETAGNE PEUT-ELLE SE DÉBROUILLER TOUTE SEULE ?

La question que l'on se pose le plus souvent quand on envisage l'indépendance de la Bretagne est celle-ci : Un pays de surface aussi réduite peut-il vivre ? Est-il économiquement viable ?

Il est facile de répondre à cette question par une autre question : des pays de dimensions tout aussi réduites, comme la Norvège, la Suisse, l'Autriche, l'Islande, le Luxembourg, le Danemark... sont-ils économiquement viables ?... S'ils ne le sont pas, comment se fait-il qu'ils vivent ! Certains avec un niveau de vie inférieur, mais d'autres, comme le Danemark ou la Suisse, avec des niveaux de vie qui mettent leur population, socialement et individuellement, parmi les plus riches du monde.

En fait, historiquement, les plus grandes accumulations de richesses, qui furent au point de départ de l'abondance actuelle, furent réalisées dans les communautés humaines bien plus restreintes que la Bretagne : la Flandre, Florence, Gènes, la Lombardie, les villes-républiques de la Hanse, et bien d'autres. Ce sont les Etats pourvus de vastes territoires qui étaient les traîne-

la-queue du développement, gagnant leurs premières richesses par des conquêtes militaires bien plutôt que par l'activité économique, en absorbant les richesses des Etats plus petits en même temps que leur territoire.

Cependant, ces petits Etats n'étaient-ils pas, ou ne sont-ils pas, pourvus de ressources plus adéquates que la Bretagne ? Pour y répondre, on peut se demander quelles étaient les ressources des hauteurs stériles du Thibet, qui nourrissaient les Thibétains jusqu'à leur annexion par la Chine géante et pauvre ? ou des étendues gelées de l'Arctique, qui nourrissent encore les Eskimos ? En réalité, il n'y a pas un seul peuple sous le soleil qui n'ait pas les ressources dont il a besoin. Sans cela, il n'aurait jamais pu exister...

Ceci dit, les Bretons du XX<sup>e</sup> siècle accepteraient-ils une indépendance qui ne pourrait leur offrir — à part l'harmonie de leur langue — autre chose que l'huile de foie de morue arctique, ou l'équivalent, en fait de niveau de vie, du fromage de chèvre de l'Himalaya ? Bien sûr que non ! pas plus d'ailleurs que les Danois et les Suisses, dont les ressources naturelles — dans le sens classique de la géographie économique — sont à peine plus abondantes, par rapport au chiffre de la population, que celles des Eskimos ou des Thibétains. Comme l'a écrit le Pr W.A. Jöhr, dans un livre publié par le professeur de Sciences économiques de Cambridge, Austin Robinson : « Les conséquences économiques de la dimension des nations » : « La base naturelle de l'économie suisse est extrêmement étroite à tous égards. Le pays en son entier mesure à peine 41.000 km<sup>2</sup>. Un tiers en est occupé par les lacs et les rives des cours-d'eau, et surtout par les glaciers, les rocs, les pentes pierreuses des montagnes. Tout ceci n'offre qu'une surface totalement improductive. 11.000 autres km<sup>2</sup>, soit 27 % de la superficie totale, sont couverts de vastes bois et de forêts, de sorte que le quart à peine de la surface totale du pays est constitué de terre arable propre à la culture intensive. Et

encore dans le dernier quart les pentes sont raides, le sol est pauvre, le climat est humide et froid ».

Est-ce que cela signifie — ce serait, paraît-il, le cas pour la Bretagne — que la seule chance de survie pour la Suisse serait de se fondre dans un grand Etat voisin ?

Cependant on objecte que, contrairement à la Bretagne, d'autres petits pays sont capables de surmonter les handicaps de leurs faibles dimensions et de leurs maigres ressources naturelles grâce à des circonstances très particulières. La Suisse est le banquier du monde ; le Liechtenstein vit de ses timbres ; le Vatican exporte de la théologie. Venise et Gênes, les Villes hanséatiques, étaient les marchands du monde, accumulant leurs richesses en tondant tous les autres. Venise ne dispose, pratiquement, d'aucun territoire. Sa « ressource de base » est si maigre qu'un garçon de restaurant à Venise un jour me cloua le bec — alors que prétentieusement je commandai : « un légume local » — en me répondant : « A Venise, les légumes du pays ce sont les poissons ! »

Mais tout ceci est en dehors de la question. Car la cause véritable qui permet aux petites communautés humaines, « économiquement non-viables », de dominer leurs déficiences, ce n'est pas une série de circonstances « spéciales », mais le fait qu'en réalité elles sont pourvues *en abondance* des ressources dont on prétend qu'elles manquent. Car le concept économique de « ressources naturelles » est bien plus large que le concept physique, limité principalement aux gisements minéraux et à la fertilité du sol. La Suisse peut bien être couverte en grande partie, comme le dit le Prof. Jöhr, de chaînes de montagnes, de glaciers et de rochers qui ne produisent rien que de beaux panoramas... Mais personne ne prétendra que les beaux paysages ne sont pas une donnée économique de première valeur ! de même que leur climat pour les Caraïbes, sa situation pour le canal de Suez, ses ruines pour la Grèce, ou bien ses landes, ses églises, ses calvaires, ses rivages, pour la Bretagne...

Ce sont autant de ressources « naturelles », et les économistes les incluent dans la catégorie « sol », où ils rangent ces facteurs de production qu'ils considèrent comme des « dons gratuits de la nature », que ce soit des gisements minéraux, des paysages, des champs ou des cours d'eau, des forêts ou des animaux sauvages, des océans ou des plages, la beauté des montagnes ou la beauté des danses locales, ou encore, dans le cas des ruines anciennes, des constructions si antiques que l'effort humain qui les a créés n'entre plus en ligne de compte depuis longtemps. Mais, par-dessus tout, le concept inclut aussi le savoir-faire, l'ingéniosité naturelle de l'homme à tirer parti de son environnement physique, social et institutionnel, pour en obtenir un revenu, soit en chantant, en sculptant, en labourant, en organisant, en trafiquant ou en construisant des palais dans les lagunes. En fait, de toutes les ressources naturelles, le talent humain est le plus précieux, plus précieux que les gisements minéraux et la fertilité du sol ensemble !

Et c'est le talent, et non pas des circonstances extraordinaires, comme par exemple de riches étrangers qui auraient déposé leurs fonds sous des voûtes alpines, qui abonde en mesure égale partout, et qui explique la richesse de petits pays dont on nous dit qu'ils sont pauvres en ressources naturelles. Il se peut qu'ils soient pauvres en quelques-unes d'entre elles. Mais dès lors qu'ils ont en abondance la plus productive de toutes les ressources, l'ingéniosité humaine, ils sont capables de surmonter toutes les déficiences économiques imaginables, pourvu — comme Philip von Hornick y exhortait l'Autriche pendant la phase de sa construction nationale, dans une des plus célèbres affirmations mercantilistes de son temps — pourvu, tout simplement « qu'ils en aient la volonté ferme ».

En supposant donc la Bretagne plus gravement démunie de ressources naturelles *physiques*, tels que les gisements minéraux et sols arables, que d'autres petits pays, il n'existe certainement aucune preuve qu'elle soit tellement déficiente en fait de talents,



*La Suisse, riche, mais au sol aride.  
Montagnes, glaciers, forêts, alpages.*



qu'elle ne puisse pas réaliser, avec ses ressources, ce que le Danemark et la Suisse ont fait avec les leurs.

Rien ne prouve d'ailleurs, quoi que puissent prétendre les pessimistes de profession, que la Bretagne manque de ressources naturelles *physiques* : au contraire tout démontre qu'elle est un des pays les plus richement dotés par la nature, ce qui n'est vrai ni du Danemark, ni de la Hollande, ni de la Suisse. La Suisse est belle : mais sa beauté nuit à sa fertilité. La Bretagne est belle aussi. Ses paysages marins sont même d'une telle beauté et attirent tant de touristes et de résidences secondaires que l'excès risque de détruire la beauté même qui les attire... Mais cette beauté ne nuit pas aux possibilités économiques.

Je ne parle pas seulement des carrières de granit, de schiste ou de kaolin, ou des mines de plomb, d'étain, de fer ou d'uranium : mais plutôt du vert tapis déployé de ses paturages, parsemés de bovins, capables de fournir viande et cuir, et de ces fleuves de lait qui, en camions-citernes, sillonnent les routes bretonnes. Et des ruisseaux et des rivières qui peuvent permettre de multiplier les élevages de poisson d'eau douce. Et surtout du climat breton, dont l'humidité régulière et la température douce et constante sont si favorables au bois, aux herbages, aux légumes, aux primeurs... et qui baigne la Bretagne dans l'air océanique, vapeur d'air pur et d'eau pure, si précieux tous deux en ce siècle de pollution, et qui permettent de surcroît l'installation de centrales marémotrices et de barrages hydroélectriques, sources d'énergie bien supérieures aux besoins de la Bretagne pour l'usage domestique, l'industrie ou les transports...

A propos du Japon on a dit qu'il n'avait « rien sauf la mer ». Cela lui suffit pour menacer la suprématie économique mondiale de l'Amérique ! l'Océan de même est source potentielle de richesses pour la Bretagne, d'abord par les découpures de la côte, les alternances de rochers et de sable fin, par les sites favorables aux

installations portuaires capables de recevoir des navires de grande dimension aussi bien que des voiliers de plaisance ; par les fonds qui se prêtent à l'élevage des huîtres, des moules, des crustacés et des saumons, où l'on pêche en abondance la Coquille St Jacques, toutes ces consommations de luxe que l'Europe recherche de plus en plus avidement.

Grâce à ses côtes, cette Bretagne sous-développée, qui compte cependant dès aujourd'hui plus de marins-pêcheurs que la République Fédérale allemande près de vingt fois plus peuplée, pourquoi ne pourrait-elle pas, comme la Norvège, qui elle est libre, armer l'une des flottes marchandes les plus importantes du monde ? Et que dire des richesses, encore à peine exploitées de son plateau continental si vaste ? La mer offre aux Bretons toutes les possibilités : les relations avec le monde entier parce qu'elle est au carrefour du Monde Riche, par la route océanique qui est la plus économique des grandes routes, juste à l'entrée de la Manche, à un endroit où celle-ci n'est pas encore trop encombrée par une circulation maritime trop dense ; la possibilité de construire des industries lourdes, celles que l'Etat centralisé détourne maintenant sur Dunkerque et sur Fos...

La situation de cette presqu'île est unique. Si avec cela la Bretagne ne pouvait pas vivre il faudrait vraiment que les Bretons soient une race et un peuple inférieur ! Mais qui oserait soutenir cela, connaissant ce qu'ils ont été du temps où ils étaient libres :

HUN TADEU A OE BRAS, KABESTR ERBET N'O DOE  
(Calloc'h).

(Nos pères étaient grands ; ils ne portaient pas de licou)...  
et sachant quels postes de direction beaucoup d'entre eux occupent aujourd'hui... chez les autres !

## II

## UNE ÉCONOMIE EXCENTRÉE

Malgré tout, le fait est là : la Bretagne, actuellement, est économiquement faible, si on la compare non seulement à bien d'autres petits pays moins bien pourvus, mais aussi au reste de la France, dont elle est depuis le Traité Franco-Breton de 1532 partie intégrante. Les chiffres cités des deux côtés, français et breton, ont depuis longtemps exprimé ce fait, tout en envisageant la chose en des sens opposés : d'un côté, on proclame **combien** la Bretagne reçoit, en pensions et retraites surtout, de plus qu'elle ne rapporte ; de l'autre, combien on lui rend de moins qu'elle ne donne, en comptant tout particulièrement les jeunes dont elle est chargée de faire « l'élevage » pour alimenter les usines de l'hexagone, l'administration, la SNCF, la marine, l'armée etc... *Mais la question fondamentale n'est pas résolue ! si la cause de sa faiblesse n'est pas une disette de ressources génératrices de ruines, quelle est-elle donc ?*

La réponse est très simple : c'est l'effet de l'appauvrissement que subit toute économie excentrée mise au service d'un centre situé au-delà de sa sphère naturelle — et en conséquence inévitablement, bien que rarement par mauvaise intention, drainée

en direction de ce centre. Cependant dans le cas de la Bretagne, l'existence des « Plans » et les prévisions pour l'extension des auto-routes etc... prouvent bien que le gouvernement central ne se contente pas du « laisser-faire » libéral, mais qu'il détourne intentionnellement de la Bretagne les activités, les hommes et les moyens modernes de communications. (CF, réflexions pour 1985, pages 73 et suivantes : « L'utilisation de l'Espace National » et carte page 155).

Il importe peu que la location « excentrée » soit celle d'une colonie d'outre-mer, telle que la Réunion, ou celle d'une région éloignée de l'aire métropolitaine, comme c'est le cas de la Bretagne... ou tout aussi bien de l'Aquitaine. D'après l'économiste soviétique N. Baransky, l'effet de drainage d'un centre politique est tel qu'il affecte même l'arrière pays rural entourant les grandes villes. Voilà donc un concept d'impérialisme urbain qui, pour une fois, n'attribue pas l'appauvrissement au simple capitalisme !

Le drainage ne peut être stoppé par l'insertion paternaliste, dans la zone excentrée, de reconstituants, sous forme de nouvelles usines du genre de celle du Joint Français. Ceci n'aboutit qu'à une chose : un afflux encore plus abondant de la richesse produite par les activités excentrées en direction du centre qui dirige et exploite ces usines, car la force de gravitation tend à s'accroître, non pas en proportion d'une politique délibérée de centralisation, car ce serait vrai même si la politique suivie n'était pas délibérément centralisatrice, mais en proportion de la force d'attraction du noyau dans un champ déjà unifié. Voilà pourquoi, par exemple, le Pays de Galles, de l'autre côté de la Manche, malgré les efforts d'un gouvernement anglais bien intentionné, continue à perdre sa population... une population dont les possibilités d'emploi diminuent en proportion inverse du carré des distances à partir de Londres.

La seule façon de porter remède à cette situation et d'assurer un développement égal à toutes les aires géographiques, c'est

d'établir dans les régions excentrées leur propre centre de gouvernement, capable de créer des centres d'attractions concurrents.

Comme le suggérait Henry Charles Garey, pour les Etats-Unis, au début du XX<sup>e</sup> siècle, dans sa « loi de l'attraction moléculaire urbaine », ceci pouvait se réaliser en ce temps-là par l'organisation de chefs-lieux de comtés assez forts pour neutraliser la force d'attraction des capitales d'Etats, et pour leur permettre de retenir leur population pour le développement autonome des zones qui les entouraient. Mais à notre époque, quand toutes les distances sont réduites à néant par les transports rapides, il n'y a que la souveraineté, ou au moins une pleine autonomie politique pour la région sous-développée, qui puisse empêcher l'exode massif de la main-d'œuvre et du talent. Dans le cas de la France, l'absence d'autonomie régionale a eu pour conséquence la concentration de la population dans un rayon de 150 km autour de Paris. Le quart de la population française est concentrée dans un cercle de 40 km de rayon autour de Notre-Dame. En fait la question la plus importante, aussi bien pour choisir l'emplacement d'une usine que pour une résidence, est, dans tout l'hexagone, depuis longtemps celle-ci : « A quelle distance de Paris ça se situe ? »

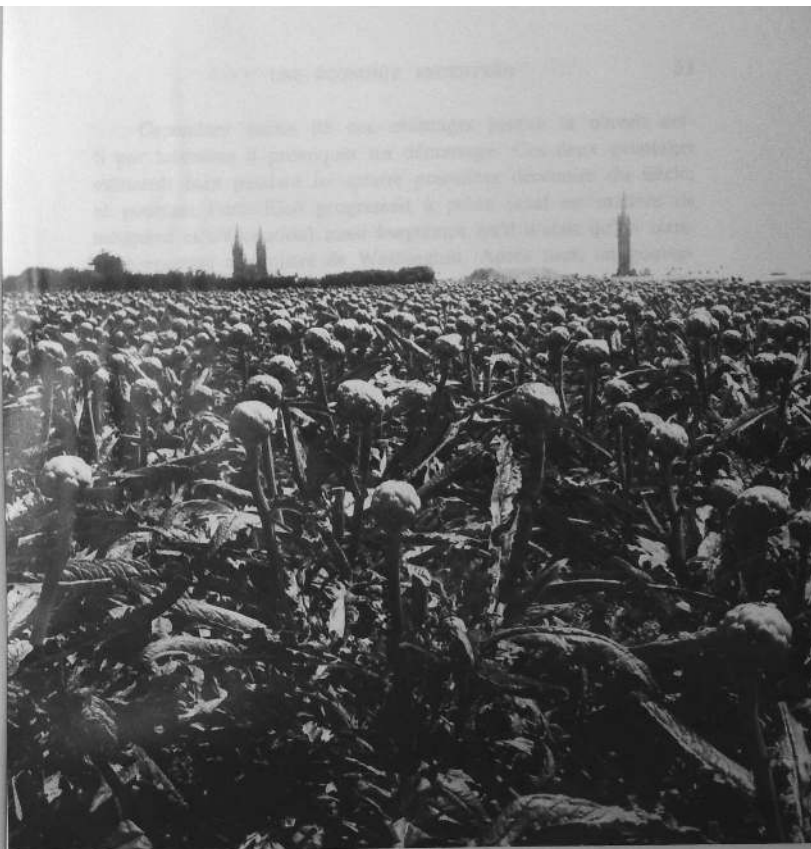
Un exemple bien connu de développement économique par l'autonomie politique a été fourni par Porto-Rico au cours de son opération Bootstrap (lacet de soulier). Avant l'octroi d'une large autonomie en 1952 le principal titre de Porto-Rico à la célébrité, après son annexion par les Etats-Unis en tant que colonie, en 1898, c'était sa pauvreté abjecte. Ici, aussi, d'un commun accord, l'opinion des économistes attribuait le retard du développement, par-dessus tout, au manque de ressources naturelles. Ainsi que mon ami Anatol Murad aime à le dire de nos confrères-experts : « leur force vient de leur unanimité dans l'erreur ». Et vraiment, telle était l'unanimité au sujet du sous-développement de Porto-Rico que — de même que pour la Bretagne — les experts non seulement avaient réussi à s'en convaincre eux-mêmes, mais ils avaient

même convaincu les Porto-Ricains qu'au sein de l'exhubérante générosité de leur environnement tropical une nature avare les avait traités en marâtre !

Et pourtant ! ...quand les Espagnols contemplèrent l'île pour la première fois — si pleine de mangues, d'oranges, de citrons, d'ananas, de limons, de pamplemousses, de canne à sucre, d'avocats, de bananes, de café, de tabac, de cocotiers, de bambous, d'acajou, le tout baignant dans une température si embaumée d'un bout à l'autre de l'année, que la revue « Time » devait écrire plus tard que Porto-Rico a réellement le climat que la Floride prétend avoir — à cette vue, ces brigands, l'esprit libre de toute théorie d'économiste, ne purent imaginer qu'un seul nom : un enthousiasme PUERTO-RICO (Port riche) !... et pas du tout un PUERTO-POBRE (port pauvre), dépourvu de ressources.

C'est seulement quand l'île est devenue un appendice économique, d'abord de la lointaine Espagne, puis de la lointaine Amérique, que son économie déclina jusqu'à devenir un purgatoire excentré soumis à une direction extérieure, et qu'il ne resta à la capitale, San Juan, que le titre de capitale mondiale du rhum. J'eus encore une preuve de ceci quand j'y arrivai en 1955, et que je reçus une invitation à m'inscrire dans les « Alcoholics Anonymous ». Aujourd'hui, après 15 ans, le petit Porto Rico « dépourvu de ressources » est le second pour le revenu par tête en Amérique Latine, dépassé seulement par le Venezuela avec sa richesse pétrolière.

Il est vrai, et on ne manque pas de le faire remarquer, qu'une bonne partie du développement spectaculaire de Porto-Rico a été dû, sans nul doute, au maintien de son association avec les Etats-Unis, aussi bien politiquement — ce qui lui a valu une assistance généreuse — qu'économiquement, ce qui assurait à son industrie naissante le bienfait d'un marché commun gigantesque.



*La Bretagne, encore sous-développée, mais au sol fécond.  
Champ d'artichauts à Saint-Pol-de-Léon.*



Cependant aucun de ces avantages jusque là n'avait suffi par lui-même à provoquer un démarrage. Ces deux avantages existaient bien pendant les quatre premières décennies du siècle, et pourtant Porto-Rico progressait à peine (sauf en matière de médecine et d'éducation) aussi longtemps qu'il n'était qu'un territoire excentré administré de Washington. Après tout, un gouvernement central ne peut rien faire de plus pour ses régions excentrées !

Ce qui déclencha le courant nouveau, ce fut la mobilisation de l'énergie, non pas centrale, mais locale. Et ceci ne put être obtenu que par le transfert du pouvoir de décision, de Washington, inspiré par les principes, à San Juan, tourné vers l'action. Une fois ce transfert effectué vers 1952, les Porto-Ricains, célèbres par leur goût tropical pour le « farniente », réalisèrent en 10 ans ce que les Américains, célèbres pour leur efficacité, leurs ressources et leur dynamisme qui n'ont rien de tropical, n'avaient pas pu mener à bien en 40 ans. Par conséquent, le véritable moteur du développement, pour troquer les haillons contre la richesse, ne fut ni l'aide extérieure, ni un marché commun, mais le droit de se gouverner eux-mêmes. Comme ce fut d'ailleurs le cas d'un miracle économique que l'on a beaucoup moins célébré : celui de l'Islande. L'Islande aussi s'en est tirée sans aide, sans marché commun, et après avoir coupé tous les ponts avec l'Etat Danois : et les Islandais ne sont que 200.000 !

Revenons en Bretagne. Une chose semble certaine. Comme dans le cas de Porto-Rico avant 1952, sa pauvreté prend sa racine dans l'illusion, non dans les faits. Son origine est politique, pas économique. C'est une pauvreté de structure au sein de ressources abondantes, résultant du rôle complémentaire, imposé et dirigé par d'autres, qui lui est assigné en tant que région excentrée à l'intérieur d'un contexte plus large, d'une France radicalement centralisée et intégrée. Mais, en substance, la Bretagne n'est pas trop pauvre pour être économiquement viable, pas plus (pour recourir

à un précédent encore plus célèbre que Porto-Rico) que les colonies d'Amérique, qui étaient autrefois dans la même situation : complémentaires, elles aussi, de l'économie britannique. Mais elles n'étaient pas trop pauvres pour exister indépendantes et séparées de l'Angleterre. Comme nous le savons tous, ce fut cette séparation même qui plus tard aboutit à un bienfait : l'essor économique extraordinaire des deux pays. Car la séparation entraîne naturellement une contraction sur des proportions plus « transparentes » et économiquement plus « manageables », plus faciles à prendre en mains, des deux côtés, posant ainsi les fondations d'une grande prospérité économique pour chacune des deux parties.

## III

## LA FORCE DES PETITS

Cependant la question posée au départ n'était pas : « La Bretagne est-elle trop pauvre ? », mais : « est-elle trop petite pour être viable ? », c'est-à-dire viable en ce XX<sup>e</sup> siècle sophistiqué et exigeant... Ce qui exige autre chose que le charme bucolique et la production limitée dont nos ancêtres se seraient contentés. Comme l'exprimait un de mes étudiants : « une Bretagne indépendante pourrait-elle fabriquer un Concorde ? », cet avion supersonique dont la vitesse de croisière sera de 1000 miles à l'heure ? Ou encore, je pense à une caricature du New-Yorker présentant deux soldats américains dans un café parisien et refusant une bouteille de Bourgogne : « on ne veut pas de cette piquette régionale ! on veut de la boisson industrielle d'importation ! servez-nous du Coca-Cola ! » Et bien, la Bretagne pourra-t-elle s'offrir de la boisson d'importation ?

Quant au premier cas, la Bretagne ne pourrait évidemment pas fabriquer un Concorde. Mais soyez tranquille ! L'Angleterre indépendante, ni la France indépendante, n'y arrivent pas non plus ! Elles n'y arrivent qu'en mettant leurs ressources en com-

mun. Mais pour autant, quel est l'Anglais, ou le Français, fanatique du progrès aéronautique, qui suggérerait que la France doit se fondre *politiquement* avec la Grande-Bretagne, pour la seule raison qu'elle est trop petite pour être viable dans le contexte de l'économie du XX<sup>e</sup> siècle à la mesure du Concorde ? Ou au contraire suffit-il, comme dans le cas de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), ou encore de l'Union Postale Internationale, de s'entendre pour former une Communauté du Concorde et mener à bien ce projet particulier ?

Et d'ailleurs, ceci mis à part, étant donné que la Bretagne est évidemment trop petite pour construire Concorde, quel est le problème breton que Concorde pourrait résoudre ? Vous mènerait-il de Nantes à Brest plus vite que la voiture ? Il ne vous y mènerait pas du tout ! Il est bien vrai que la Bretagne a besoin de transports plus rapides pour rapprocher entre elles ses régions. Mais elle serait effacée de la carte par la vitesse du Concorde, qui est capable de réduire la surface du pays à la dimension-temps de 3 minutes sur quatre ! A peine le temps de boire une bolée !

Quant à déguster des boissons d'importation, est-il nécessaire que les peuples soient avalés par un Etat mondial, ou même par une communauté Vinicole Mondiale, pour pouvoir s'offrir une bouteille de « Bourbon » sur le Boulevard Saint-Michel ? Faut-il que les Français soient unis politiquement à Costa-Rica s'ils veulent manger des bananes à la Baule ou à Morgat ?

Le fait même que le « désavantage » des dimensions nationales réduites a été de temps immémorial surmonté par le commerce international, et que le vin et les autres marchandises peuvent se transporter des lieux de production vers les lieux de consommation, prouve bien qu'aucun pays, si petit soit-il, ne peut être exclu des avantages économiques que l'on attribue à la spécialisation, ou à l'échelle, quelque grande qu'elle soit, — à moins

qu'il manque à un pays la plus importante et la plus abondante des ressources naturelles : le savoir faire des hommes.

Le talent naturel, comme je l'ai déjà suggéré, est également réparti partout, dans le Lischstein comme aux Etats-Unis, le Biafra ou le Japon, le Pays de Galles ou l'Angleterre, la Bretagne ou la France. C'est ce qu'exprime la loi bien connue de Pareto : « La loi de l'égalité répartition du revenu », qui montre que si des moyens artificiels n'interviennent pas, le tableau de la répartition des richesses entre riches et pauvres est identique dans toutes sociétés, les mieux doués accaparant proportionnellement les mêmes avantages dans chacune de ces sociétés. Ainsi la loi de Pareto démontre en fait l'égalité de l'inégalité dans tous les pays. Mais il suffit, pour égaliser non pas seulement le schéma de la répartition, mais aussi le montant des richesses réparties, d'amplifier la base dont jaillit le talent, en stimulant artificiellement l'environnement social le plus stérile par le fertilisant de l'éducation. Et c'est précisément en ceci que la Bretagne excelle déjà depuis longtemps : le nombre de ses fils qui remplissent des fonctions importantes à l'extérieur le prouve.

Ici, cependant, on objectera que ni le talent naturel, ni l'éducation, seuls, ne suffisent à engendrer la forte production nécessaire pour le niveau de vie compliqué et factice réclamé en notre siècle. Ceci exige aussi la co-opération, l'organisation, et l'industrialisation, qui à leur tour dépendent de surfaces et de populations bien plus vastes que celles qui se trouvent dans les petites communautés. Or, tandis que les effets limitatifs des frontières nationales peuvent être surmontés par le commerce international, ils ne peuvent l'être par le genre de firmes nécessaires pour *alimenter* ce commerce. Pour engendrer la production de masse appropriée, l'industrialisation à outrance, et un niveau élevé d'innovation, il faut que ces firmes soient si vastes que seuls des marchés nationaux intégrés de dimensions énormes peuvent les rendre économiques. Et ces marchés, objecte-t-on, seules les grandes puissances peuvent les assurer.

Mais une fois de plus, les faits sont à l'opposé des hypothèses. C'est le Duc d'Edinbourg, d'après « The Gardian » du 5 Mars 1969, qui disait à propos de l'Angleterre : « J'ai l'impression qu'une très forte proportion d'innovations en ce pays, se réalise dans les petites affaires, et que le propre des petites compagnies est d'introduire des innovations ». Son impression a été confirmée depuis longtemps par T. K. Quinn, gros businessman lui-même, Président d'honneur d'administration de la Compagnie Financière de la General Electric, et directeur de plusieurs autres. Dans un article intitulé « Too Big! », (trop gros), (« The Nation », 7 mars 1953), il écrivait : « Il n'y a jamais eu un seul appareil électrique ménager vraiment nouveau de créé par l'un ou l'autre des « Concerns » gigantesques : ni la première machine à laver, ni la cuisinière électrique, ni séchoir, ni fer à repasser, ni ampoule électrique, ni réfrigérateur, radio, grille-pain, ventilateur, couverture chauffante, rasoir, tondeuse de gazon, ni congélateur, ni air-conditionneur, ni aspirateur, ni lave-vaisselle, ni gril. Là où les géants sont imbattables, c'est pour s'introduire, acheter l'affaire, et l'absorber après coup ».

Plus étonnant encore : même la production de grande série ne dépend pas du type de grandes usines que seules les grandes puissances, prétend-t-on, sont capables de monter rentablement. Comme le faisait remarquer le Prof. Frank A. Fetter, dans un rapport devant la commission du Commerce Fédéral des Etats-Unis (Monographie n° 13, sur « l'Efficacité relative des entreprises grandes, moyennes et petites », publiée par le Comité Provisoire de l'Economie Nationale à Washington) : « C'est bien plus le degré de spécialisation atteint à l'intérieur de chaque usine qui compte, plutôt que la dimension totale de l'entreprise dans son ensemble ». Une autre étude (Monographie n° 21 de la même série) fait ressortir que « les gains décroissent presque sans interruption quand la dimension s'accroît, et que les entreprises qui investissent plus de 50 millions de dollars sont celles qui gagnent proportionnellement le moins, tandis que celles dont l'in-



*Richesse bretonne à préserver.  
L'air, la mer, l'espace et le grand large,  
à l'extrême pointe du continent européen.  
Les Tas de pois à Camaret.*

vestissement est inférieur à 50.000 dollars sont celles qui gagnent le plus ».

Ceci signifie que la principale difficulté rencontrée par les petits pays, c'est lorsqu'ils veulent financer de grosses firmes qui soient rentables... Mais que par contre les petites firmes plus bénéfiques, les seules qui ont vraiment de l'importance quand il s'agit à la fois des meilleurs gains et des meilleurs standards de productivité, sont à la portée de communautés fussent-elles aussi minuscules que le Liechtenstein et, cela va sans dire, de celles qui sont de la taille de la Bretagne.

Que dire de la sur-industrialisation nécessaire pour atteindre le genre de vie sophistiqué du XX<sup>e</sup> siècle ? Et bien, pas plus que le rendement d'une industrie n'est fonction de la taille, le taux d'industrialisation ne l'est davantage. Ainsi, le paysage économique de la Suisse comporte à la fois territoire national réduit et de petites firmes. 82 % de ses entreprises emploient moins de 50 employés. Et pourtant, en fait d'industrialisation, elle se range première dans le monde avec un taux d'industrialisation de 53 %, suivie de la petite Belgique 51 %, l'Allemagne 49 %, Le Royaume Uni 47,5 %, la Suède 40,5 %, et, par derrière, des géants comme les Etats-Unis 40 %, l'Italie 36,5 %, la France 35 %, (chiffres cités en 1960 dans le livre d'Austin Robinson, cité plus haut : « Les conséquences économiques de la taille des Nations »). Le taux d'exportation de son industrie est plus élevé que celui de n'importe quel pays au monde : quatre de ses plus importantes industries : (horlogerie, colorants, produits pharmaceutiques et parfums, broderies) exportent 95 % de leur production totale.

Avec son investissement global représentant 20 % de son produit national brut, la Suisse est le leader mondial sur ce terrain là aussi. En potentiel économique, productivité et bien-être, elle est au second rang (index 100) derrière les Etats-Unis (160), suivie de près par d'autres petits pays tels que la Suède (97) et la



Belgique (95), avec une avance significative sur la Grande-Bretagne (90), la France (86), l'Allemagne de l'ouest (82) et l'Italie (50). Et en fin de compte, ce qu'elle peut perdre sur l'échelle des dimensions, elle le rattrape du fait de la « transparence » des petites proportions et les bienfaits d'un meilleur climat social. Ainsi, tandis que les Etats-Unis perdent chaque année, du fait des grèves, 530 journées de travail pour 1.000 ouvriers, la France 410, le Japon 280, le Royaume Uni 120 et l'Allemagne 100, la moyenne de la Suisse est de 18 !

Tout ceci montre clairement que, à l'opposé d'une opinion très répandue, ni l'invention, ni l'industrialisation, ni la production de masse — toutes ces données nécessaires pour atteindre le haut niveau de vie moderne, n'exigent de vastes industries, et pas davantage de vastes pays unifiés, pour parvenir au développement le plus rentable. En fait, la grande dimension du territoire est tellement dépourvue d'importance économique relative, que, d'après une étude d'ensemble de la Federal Reserve Bank, le marché intérieur de la plupart des Etats membres de la C.E.E. (Communauté Economique Européenne) y compris les petits, étaient déjà *avant* leur intégration, et individuellement, assez vastes pour permettre l'introduction des techniques de production de masse les plus avancées dans la majorité des entreprises (Monthly Review, avril 1959, de la Federal Bank de New-York).

Ce que cette discussion montre aussi, c'est que la prospérité d'aucun des petits pays qui « manquent » de ressources naturelles, n'a jamais été due à des circonstances spéciales ou extraordinaires. Bien plutôt, elle a résulté de la mise en œuvre du génie local, et celui-ci, n'importe qui, n'importe où, peut le mobiliser. Et quant à dire que la Suisse est riche parce qu'elle est l'un des banquiers les plus importants du monde, laissez-moi paraphraser une déclaration célèbre de David Ricardo : « La Suisse n'est pas prospère parce que les Banques y sont situées : les Banques y sont situées parce que la Suisse est prospère ».

## IV

UNE COMMUNAUTÉ  
ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Que penser de ces industries, et des avantages de la spécialisation régionale, lorsqu'elles exigent vraiment un marché plus vaste que le marché intérieur, tels que l'horlogerie en Suisse, ou la sidérurgie au Pays de Galles ? Doit-on les sacrifier à l'idéal de l'indépendance nationale ? Je pense que oui, s'il n'y avait pas d'autres solutions. Je suis certain que la France sacrifierait Concorde s'il lui fallait, pour en payer le prix, renoncer à sa souveraineté — ou le Pétrole d'Algérie, si, pour l'obtenir, l'archevêque de Paris devait embrasser l'Islam.

Cependant, il y a des solutions autres que l'abandon de l'indépendance nationale. En fait il y en a trois. La première, j'en ai déjà discuté, c'est la négociation d'accords commerciaux internationaux, par lesquels l'éparpillement des petits territoires a été surmonté de temps immémorial. De cette façon on peut élargir le marché pour tel ou tel produit, aussi bien que pour tous les produits en général et jusqu'à inclure, au besoin, tous les pays du monde. C'est assez délicat à réaliser de la part des grandes nations, mais relativement simple pour les petites, de même qu'il

est plus facile à une gondole de se faufiler dans les canaux de Venise, qu'à un paquebot.

La seconde solution, je l'ai mentionnée aussi : c'est l'établissement d'unions à but limité, sur une base mondiale comme l'Union-Postale internationale, où régionale pluri-nationale comme dans la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier ; ou une base bi-nationale, comme pour Concorde, ou pour un pont ou un tunnel. La justification de ces unions, la voici : la plupart des industries atteignent leur efficacité maxima à l'intérieur de dimensions relativement étroites. Au-delà de celles-ci, par suite des limites inexorables imposées par les lois de la productivité décroissante et des proportions variables, la croissance continue doit prendre la forme biologique saine du dédoublement et de l'éclatement, plutôt que la forme, actuellement à la mode, d'expansion cancéreuse. Mais il y a, en toutes choses, quelques rares cas qui confirment la règle en constituant des exceptions. Ces cas sont analogues, par leur nature et leur rareté, aux monopoles que l'on appelle naturels — tels que les services de transport et de communications dont on considère, de par leur nature, que même dans le cadre concurrentiel du capitalisme, ils sont plus efficaces exploités sous forme de monopoles. En conséquence, on accepte facilement qu'ils forment des entreprises d'Etat, même dans les systèmes d'entreprise privée, alléguant qu'aucun entrepreneur privé ne doit bénéficier d'une situation de monopole dans une économie de concurrence ; que leur nationalisation est d'intérêt commun ; et que, étant si peu nombreux par nature, ils fortifient en fait le système dont ils sont l'antithèse, tout comme un métal relève l'utilité d'une pièce d'or (alors qu'il la déprécie), en la durcissant.

Pour la même raison il est indiqué, pour un système de nations indépendantes, de mettre sur pied des autorités internationales communes, sur ces terrains relativement peu nombreux où leurs intérêts mutuels s'enchevêtrent et qui ne peuvent être

dirigés efficacement que par des agences supranationales centralisées, et pourvues de la mesure limitée de monopole et de souveraineté qui leur revient. En plus de ceux mentionnés plus haut, un exemple de ce type pourrait être une Agence pour l'exploration de l'Espace. Puisque cette exploration exige la coopération sur une base continentale, sinon mondiale, il y a donc de la place pour une, ou plusieurs, Communautés de l'Espace. Plusieurs de préférence ; car il vaut toujours mieux que ces choses, qui peuvent être menées à bien par des Unités plus petites, soient confiées à un nombre d'agences, dont chacune ne sera pas plus grande que le travail ne l'exige, plutôt qu'à un géant, étant donné que le plus petit organisme nécessaire pour atteindre le résultat le meilleur est aussi, automatiquement et toujours, le Meilleur.

La troisième solution pour échapper au confinement d'un territoire national réduit, c'est celui qui a largement dominé les discussions pendant ces dernières années : l'union avec d'autres dans un « marché commun ». Par définition, c'est une association internationale créant une seule entité économique, à partir de territoires qui sont sous différentes souverainetés, mais sans porter atteinte à l'indépendance politique des parties. Etabli d'abord par plusieurs groupes d'Etats allemands sur une base régionale, ce processus atteignit son point culminant avec la création du célèbre Zollverein encore plus fameux de notre temps, connu officiellement sous le nom de Communauté Economique Européenne, et plus généralement dénommé Marché Commun. Comme sa définition l'implique, un marché commun n'est jamais destiné à constituer un premier pas vers l'union politique. Au contraire ! Quand des pays décident d'en établir un, c'est presque invariablement dans le but d'éviter une union politique à laquelle ils pourraient être contraints sans cela, si justement le marché commun ne leur offrait pas tous les avantages d'une surface économique plus étendue, sans exiger une fusion politique. On peut comparer cela à une résidence par appartements, dans laquelle les propriétaires d'appartements se lient par un marché

commun pour l'ascenseur, l'électricité, le chauffage, l'eau, le garage, la piscine, le concierge et pour l'ensemble des bâtiments — non pas pour se préparer à vivre en commun, mais pour fortifier la base économique sur laquelle ils continueront leur existence en souveraineté séparée, dans leurs appartements individuels. Ils s'unissent là où l'union a un sens, dans le soubassement de leur économie, afin de rester d'autant plus séparés là où la séparation a un sens : dans les étages de leurs goûts, de leurs politiques, leurs cultures, leurs idéologies, leurs musiques, leurs cuisines.

Un seul, en fait, parmi les plus de 40 marchés Communs internationaux qui ont été négociés depuis 1819, (quand le premier traité d'union douanière fut conclu entre la France et la minuscule principauté de Schwarzburg — Sondershausen) avait pour but, à sa fondation, d'aboutir à l'établissement d'une union politique : le traité entre la Moldavie et la Valachie en 1847, préparant le terrain pour former la Roumanie en 1861. Et une fois seulement, un Etat politiquement unifié fut la conséquence incidente d'une union douanière précédente : l'Etat de Thuringe, qui vit le jour en 1918 après l'abdication des souverains des dix petites principautés qui avaient formé auparavant une Union Douanière Thuringienne (1834-1871) pour éviter le tracasserie de négociier séparément leur entrée dans le Zollverein.

D'autre part, contrairement au mythe, l'unification politique de 1871 par Bismarck n'avait absolument rien à voir avec le Zollverein qui la précéda dans le temps, mais non dans l'intention. L'union politique de l'Allemagne fut la conséquence d'une série de démarches indépendantes, politiques, et militaires. En réalité l'union économique contrariait plutôt qu'elle ne favorisait l'union politique puisqu'elle procurait tous les avantages matériels de cette union, mais sans l'union elle-même. C'est pourquoi dans un autre cas célèbre, l'accord austro-Hongrois de 1867, on eut, en bonne logique, recours à l'union douanière, non pas pour fortifier les liens politiques entre les deux parties de la Double-monarchie,



*Richesse des productions agro-industrielles.  
Fabrication du beurre dans une laiterie industrielle bretonne.*

déjà étroitement intégrées dans une constitution commune, mais pour faciliter leur séparation, en tant que « moitiés » politiquement indépendantes sous la Couronne, et faire passer leur Marché Commun avantageux d'un accord constitutionnel rigide à un traité hautement adaptable.

Historiquement, le principal but de l'union économique a ainsi été presque toujours de fortifier, et non pas de miner, l'existence nationale des Etats contractants. Aucun pays ne connaît ceci mieux que la France : si elle est rentrée dès les débuts dans la Communauté Economique Européenne, c'est précisément pour cette raison. Pas un homme sensé n'apuiérait le gouvernement si celui-ci proposait, pour prix de l'admission, de renoncer à l'indépendance, ou d'accepter des clauses contraires à l'intérêt national.

C'est pourquoi il est stupéfiant d'entendre des membres distingués de l'Assemblée Nationale et du Sénat Français éclater de fureur ou de rire quand le Mouvement Breton, l'EMSAV, propose, pour un accord franco-breton, les mêmes termes que la France exige elle-même pour adhérer à la C.E.E. : indépendance financière, administrative et politique, dans le cadre d'une association économique maintenue. Ou bien le Mouvement Breton et les hommes politiques français ont raison les uns et les autres, ou bien ils ont perdu la tête des deux côtés !

En termes clairs, il n'y a donc aucune raison d'admettre qu'une Bretagne indépendante soit trop petite pour profiter de tous les avantages que notre siècle a à offrir partout sous le soleil, en fait de progrès technologiques, de confort personnel ou d'équipement social. Elle est bien assez grande, et assez riche, une fois devenue maîtresse de ses propres ressources, pour produire par elle-même l'essentiel de ce dont elle a besoin. Ceci n'est pas une affaire de ressources physiques ou de richesses naturelles, dont elle abonde d'ailleurs, mais de simple droit de décision, et

de la philosophie qui en guidera l'attribution et l'application, ce dont je discuterai plus loin.

Quant à la marge de biens de consommation qu'il est impossible de produire sur place — ou que, au contraire, elle peut produire en telle quantité qu'ils ne peuvent être consommés sur place —, il lui sera toujours possible de recourir aux méthodes modernes qui permettent d'étendre la surface économique d'un pays à n'importe quelle étendue sans être obligé de renoncer à la souveraineté : accords commerciaux, communautés à objectif limité, ou marchés communs. Ceux-ci ont été développés au cours des temps justement pour cette raison, de même que les coopératives et les sociétés commerciales ont été développées pour permettre à des individus aux moyens limités de monter des entreprises dépassant de beaucoup le rayon d'action de propriétés individuelles, quand les nouveaux modes de production ont rendu ceci impossible... Ainsi de même les fusées à trois étages ont été inventées pour préserver la manœuvrabilité supérieure des petites unités, tout en les pourvoyant de la puissance nécessaire pour les soulever dans l'espace.

## V

## TRAITÉ OU UNION ?

Trois nouvelles questions se posent :

- 1 — Qu'en serait-il si la France traitait la Bretagne comme elle a traité pendant longtemps la Grande-Bretagne, et refusait de l'accepter comme partenaire d'un marché commun avec elle-même ?
- 2 — En supposant que la France ne refuse pas, la Bretagne libre ne serait-elle pas obligée de renoncer à une grande partie de son indépendance toute récente au profit de la nouvelle communauté qui désormais les engloberait toutes les deux ?
- 3 — Y a-t-il avantage pour une Bretagne libre à vouloir continuer un marché commun avec la France ?

Quant à la première question, Palmerston disait autrefois, alors qu'on lui demandait quelle réaction l'une de ses décisions provoquerait chez les amis de l'Angleterre : « l'Angleterre n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ! » ce qui bien sûr, est vrai à propos de n'importe quel pays... Dans leurs relations mutuelles



les communautés souveraines n'ont pas d'amis ; elles n'ont que des intérêts. Et il sera certainement de l'intérêt d'une France séparée politiquement de la Bretagne, de conserver ses liens économiques avec elle, ne serait-ce que pour garder la clientèle de cette presqu'île atlantique où le printemps de la liberté fera lever, en ce siècle de transports maritimes, de belles moissons de richesses.

Mais ceci étant dit, la France ne s'est jamais montrée hargneuse dans ses relations avec les communautés nationales qui ont décidé de prendre en main leurs destinées : l'exemple de ses relations avec l'Algérie libre le prouve... Au contraire, elle leur a offert l'assistance la plus généreuse, y compris les avantages de commerce libre, de traitement préférentiel, de marché commun... Il n'y a donc rien, soit dans l'attitude habituelle, soit dans les intérêts de la France, qui laisse supposer qu'elle serait moins généreuse et moins co-opérative à l'égard de la Bretagne.

Quant à la deuxième question, de savoir si l'association dans une communauté économique n'exigerait pas de nouveau la renonciation à l'indépendance nationale ? Ma foi, cela dépend du genre de communauté dans laquelle on entre ! Si c'est une communauté intégrée, organique, indissoluble, constitutionnelle comme dans un mariage, une société par actions, ou un Etat intégré, alors quiconque s'y agrège perd sa souveraineté aussi irrévocablement que les individus d'une société bâtie sur la théorie du contrat social de Rousseau. Une fois le contrat ratifié, les parties qui l'ont négocié ne sont plus que les membres intégrés d'une nouvelle entité.

Mais il en est tout autrement dans les associations telles que les associations en affaires ou les marchés communs qui sont basés explicitement sur des *traités* plutôt que sur des constitutions. Dans leur cas le processus de décision indépendante peut, sur certains points, être suspendu : mais il n'est jamais abandonné. Les parties contractantes restent toujours des « parties » liées

par traité ou contrat dans l'association qu'elles forment. Elles ne deviennent jamais des membres intégrés. Dans le cas de l'Autriche-Hongrie de 1867, il était prévu que les arrangements réglant la relation de marché commun entre les deux pays seraient soumis à de nouvelles négociations tous les 10 ans. D'autres marchés communs prévoyaient des périodes de 6 ans, et d'autres des périodes indéfinies jusqu'à ce que les participants désirent négocier à nouveau ou y mettre fin. Quelque étroite que fût leur alliance, il n'était jamais question de perte de souveraineté, ce que prouvait clairement la clause incluse en tout traité de marché commun, déjà mentionnée et extrêmement importante, que le statut politique des parties restait inchangé.

Par analogie, on peut prendre l'exemple de la communauté économique qui s'établit dans un avion pour la durée de survol d'un océan, où les libertés individuelles sont suspendues temporairement. L'avion a décollé, vous êtes soumis à ses lois pendant 6 heures. Vous ne pouvez pas résilier votre contrat au bout d'une heure pour descendre à Brest. Et sur bien d'autres points vous êtes sous l'autorité absolue du Capitaine. Mais une fois à New-York, votre indépendance totale revit, y compris, si le cœur vous en dit, pour étendre l'association temporaire prévue pour traverser l'océan à une communauté composée des mêmes passagers, en vue d'autres vols.

Mais objecte-t-on, les liens qui se tissent entre les participants d'un marché commun moderne englobent tant de chapitres de la vie courante qu'il devient impossible de sauvegarder les différents intérêts nationaux en même temps. Non seulement les participants sont obligés d'avoir les mêmes tarifs douaniers à l'égard du monde extérieur, mais il leur faut aussi, à l'intérieur, adopter des systèmes similaires pour la monnaie, les poids, les mesures, les impôts, les subventions, la politique agricole, les quotas d'importation de pétrole, l'échelle des salaires, la Sécurité Sociale et tant d'autres choses. Cela est tout aussi vrai pour un immeuble acheté par

appartements. Toute entreprise commune exige le sacrifice d'un certain degré d'action individuelle. Dans un immeuble en copropriété, personne n'a le droit de brûler ses ordures ménagères dans le couloir plutôt que de partager avec les autres les frais d'entretien d'une installation, telle qu'une chute pneumatique. Mais cela n'empêche pas chaque famille d'exercer une autorité souveraine à l'intérieur des murs de son appartement dans la multitude des autres affaires intéressant sa vie !

De plus, basés de par leur nature sur une participation pluraliste et diversifiée, les marchés communs ont en pratique admis d'innombrables exceptions, modifications et adaptations, à partir de leur règlement général, pour s'accommoder aux besoins spéciaux de leurs participants ? Dans le cas de la C.E.E., la France et l'Allemagne ont à plusieurs reprises suivi des politiques non seulement différentes, mais même contradictoires en matière monétaire, dévaluant ou réévaluant leurs monnaies à leur convenance. Après plus de 10 ans d'union économique, elles appliquent encore des politiques agricoles différentes, inspirées par leurs intérêts politiques bien plus que par leurs intérêts économiques conjoints. Et elle ont accordé un statut privilégié à des zones sous développées, comme la Calabre, pour faciliter le développement régional. De même, les Etats-Unis ont reconnu la situation spéciale de l'Etat associé de Porto-Rico, en l'exemptant d'une partie des impôts fédéraux, et en permettant d'autre part un système intérieur de taxes et de salaires moins élevés, et des mesures spécialement destinées à décider les industries à quitter le continent et à les attirer dans l'île. Et cela, bien que son statut particulier d'Etat associé fasse de Porto-Rico un agent bien moins libre à l'intérieur de l'économie américaine, que ne le seraient les membres d'un marché commun authentique basé sur un traité.

Les précédents historiques aussi bien que les concepts courants, la loi, la théorie et la pratique, réfutent donc totalement la thèse d'après laquelle un marché commun impliquerait, même

dans les circonstances les plus compliquées, un tel degré d'administration permanente commune et de politique et de législation commune, que toute action nationale indépendante deviendrait pratiquement impossible. Il y a, il est vrai, d'autres forces qui poussent les nations dans cette direction. Par exemple, l'égalité vulnérabilité de tous les pays à la guerre atomique, qu'ils soient bellicérants ou non ; et l'excessive mobilité due aux transports modernes, qui si on laisse faire, créera un monde de nomades dans lequel tout homme sera chez lui partout, et nulle part.

Mais l'association économique n'est certainement pas une de ces forces. Au cours de l'histoire, il n'y a jamais eu de marché commun plus compliqué que celui qui unissait le Schlesvig et le Hollstein ; chacun des deux étaient constitutionnellement, géographiquement, politiquement, et dynastiquement uni à l'autre, et également au royaume de Danemark, et aussi à la Confédération germanique, d'une demi-douzaine de façons diverses et enchevêtrées. Et pourtant leur fusion économique ne les a affecté politiquement ni l'un ni l'autre. On est tout de même porté à croire que ce que des hommes politiques « de province » ont pu réussir au XIX<sup>e</sup> siècle devrait aussi être à la portée des grands esprits qui essaient de débrouiller l'écheveau du XX<sup>e</sup>.

VI  
LA LOI DE L'ABANDON  
DES RÉGIONS EXCENTRÉES

Ce qui nous met en face de la 3<sup>e</sup> question : y aurait-il quelque avantage pour une Bretagne libre à maintenir son union économique avec la France ? Après tout, comme l'a fait remarquer Thomas Balogh, et comme moi-même je le soutiens depuis longtemps, la principale raison du retard économique de la Bretagne et de l'Aquitaine, ou du Pays de Galles, n'est-elle pas justement le fait qu'il et elles sont unis économiquement à un partenaire dont la force d'attraction supérieure a, par la force des choses, canalisé les principaux avantages de l'union, non pas vers le plus faible, mais vers le plus fort des associés ?

Comme le suggérait Marx dans sa fameuse loi de l'accumulation capitaliste (ou de la « polarisation », ce qui serait plus exact), dans un système qui englobe riches et pauvres, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent, à moins que les déséquilibres ne soient artificiellement rééquilibrés par la législation. Etendant cette observation de l'individu aux entreprises, Gunnar Myrdal, l'expert suédois bien connu des économies sous-développées, suggère une relation similaire dans sa « Théorie des causes

circulaires et cumulatives ». Il y établit que chaque fois qu'une industrie, à l'intérieur d'une même zone économiquement intégrée, englobe à la fois des unités de production avancées et d'autres retardées, le développement de la technologie poussera les entreprises qui sont déjà en tête à se détacher encore plus vers l'avant, et au contraire amènera celles qui ont pris du retard, tout en avançant quand même, à prendre encore plus de retard par derrière, jusqu'à ce qu'elles soient finalement éliminées de la course.

Etendant le principe encore plus loin, des unités industrielles aux unités territoriales, Raul Prebisch, le plus connu des économistes d'Amérique Latine, a exprimé la même pensée dans des termes qu'on pourrait appeler, puisqu'il n'y a pas d'autres nom, « la loi des périphéries négligées ». Bien qu'elle ne soit pas formulée exactement dans ces termes newtoniens, elle implique que l'intérêt du gouvernement pour les districts éloignés diminue comme le carré de la distance à partir du siège du pouvoir politique. En d'autres mots, dans les grands Etats, les régions proches de la capitale progressent, tandis que les régions éloignées régressent, pour la simple raison physique exprimée par le dicton mélancoïque : « Loin des yeux, loin du cœur ».

Or chacun de ses principes suggère, en réponse au retard accumulé, une seule solution : la séparation ! Les pauvres ont une plus grande chance d'accéder à la prospérité quand il n'y aura personne autour d'eux pour s'enrichir de leur pauvreté. Les entreprises en retard ont une plus grande chance d'avancer quand une communauté offre un marché si restreint que la firme de tête ne gagnerait guère à absorber les trainards. Et le sous-développement périphérique sera stoppé automatiquement si la souveraineté est accordée aux régions excentrées, les pourvoyant de leur propre centre de décision et ramenant par cela même les nouvelles zones frontalières à une distance où la vision et le souci du gouvernement resteront en deçà du seuil de la cécité. La raison qui permit à la Toscane et à la Lombardie de développer une telle splendeur en

comparaison de leur stagnation excentrée pendant l'Empire Romain, c'est que dans les siècles suivants la question n'était plus : « Quelle distance entre une ville toscane ou lombarde et Rome ? », mais « Quelle distance entre elles et Florence ou Milan ? », sièges de gouvernement si rapprochés qu'aucun point de la carte ne pouvait échapper à leur sollicitude.

C'est exactement ce qui se réaliserait si l'union constitutionnelle entre la France et la Bretagne, dans laquelle aucun des deux pays ne joue à présent le rôle d'une société *nationale*, était transformée en un marché commun basé sur un traité, ce qui présuppose que les contractants sont souverains. Car une fois la Bretagne souveraine, c'est-à-dire un Etat jouissant de ses propres droits au lieu d'être une simple province d'un autre Etat, son centre de décision, même dans ce marché commun, ne sera plus là-bas à Paris, loin au-delà de ses propres frontières, mais, comme dans le cas de Milan par rapport à la Lombardie, à Rennes ou à Nantes, ou encore comme certains l'ont suggéré, pour mettre à profit sa situation centrale et le calme qui rappellerait le calme de Washington ou de la Haye : à Pontivy.

Cela veut dire que le premier avantage que la Bretagne libre tirerait d'une union économique sur la base d'un traité, serait l'élévation de son territoire, comme celui de la Lombardie ou de la Toscane quand le cadre détendu du Saint empire succéda au cadre rigide de l'Empire Romain, d'un statut de région excentrée subalterne à un statut métropolitain. La négligence séculaire dont elle souffre en tant que région excentrée par le bon soin et l'attention qui vont de pair avec la proximité.

En deuxième lieu, étant souveraine, une Bretagne libre serait désormais le co-artisan, le co-auteur, le co-responsable, plutôt que le sujet provincial et subordonné des directives élaborées par les bureaux centraux en ce qui concerne cette partie de l'économie qu'elle garderait en commun avec les autres participants de la future « confédération française ou européenne ».

En troisième lieu, dans le secteur interne de son économie, le plus important de beaucoup, parce que c'est celui qui a supporté le choc du sous développement périphérique du fait de la fusion constitutionnelle de la Bretagne avec le reste de l'hexagone, la Bretagne serait la seule autorité responsable des décisions.

Cela signifierait en pratique, que des énergies seraient mises à la disposition de l'économie bretonne, énergies qui avaient été jusqu'ici liées au maintien d'un réseau si surchargé, du fait de ses dimensions excessives, qu'un effort disproportionné devait continuellement être détourné des secteurs productifs pour réparer le tableau de bord... Le gaspillage pour échapper à l'anarchie, toujours menaçante, comme Mai 1968 l'a si bien montré.

En plus de ceci, la séparation entre l'économie proprement bretonne et l'économie de la France signifierait le rétrécissement de chacune, rétrécissement géographique pour la première, rétrécissement fonctionnel pour la seconde, jusqu'à des proportions plus maniables, et plus efficaces, du fait de l'accroissement de l'efficacité marginale qui accompagne, jusqu'à un certain point, toute réduction du champ d'application. Cela signifie aussi que la somme totale de la production obtenue par la même source d'énergie, désormais divisée en deux courants ou davantage, serait infailliblement plus grande que le produit que l'on peut obtenir par une seule application concentrée. La raison en est cette même loi de moindre productivité, qui fait que deux ampoules de 75 watts donnent plus de lumière aux différents coins d'une grande salle qu'une seule ampoule de 150 ou même de 200 watts suspendue à un bout ou même au centre.

Ce tableau des avantages du nouvel arrangement n'est même pas encore complet. Car le bienfait que la Bretagne retirerait du rétrécissement territorial profiterait aussi naturellement à la France. Dans une moindre mesure cependant, non pas parce que la France perdrait la Bretagne, mais parce que, même sans la

Bretagne, la France telle qu'elle est constituée et centralisée serait encore trop grande pour profiter au maximum de la mise en valeur de chaque région par elle-même. Seul l'éclatement simultané de son territoire national en 15 ou 20 subdivisions économiques plus petites la mettrait à l'échelle voulue pour exploiter à plein le potentiel d'efficacité du « management ». Comme E. F. Schumacher, qui est incontestablement le plus original et le plus constructif des théoriciens du développement de notre temps, le fait remarquer en discutant des dimensions les plus favorables des zones de développement dans « L'industrialisation par la technologie intermédiaire » — « Résurgence » (Vol I n° 2).

*« Une unité politique donnée n'a pas nécessairement les dimensions optima pour être une unité de développement économique. Quelques milliers de personnes, sans aucun doute, seraient trop peu nombreuses pour constituer une zone de développement économique. Mais une communauté de quelques centaines de milliers, même assez dispersés, peut mériter d'être traitée comme une zone de développement. La Suisse entière a moins de 6.000.000 d'habitants. Pourtant elle est divisée en plus de 20 cantons et chaque canton est une sorte de district de développement, avec ce résultat que la tendance vers la formation de concentrations trop vastes se trouve minimisée ».*



## VII

### UN CADRE POUR LA PROSPÉRITÉ BRETONNE

De façon générale donc, il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que la Bretagne gagnera à maintenir ses liens économiques avec la France et le reste de l'Europe, une fois que la nature de ces liens sera changée, pour devenir non plus la centralisation rigide par arrangement constitutionnel qu'elle est actuellement, mais un traité qui pourra être adapté et renégocié au besoin.

Cependant il y a une lacune grave dans notre argumentation : Car ce qui précède prouve en réalité, non pas tout le bienfait qu'une Bretagne libre retirerait d'une union économique, mais ce qu'elle gagnerait, à l'intérieur de cette union, du fait de la séparation politique. Reste donc la question de savoir si les mêmes avantages ne seraient pas encore plus grands en brisant aussi les liens économiques. Etant donné qu'un marché commun peut être bon, une économie complètement indépendante ne serait-elle pas encore meilleure ?

En effet, si nous étions en 1820, au lieu d'être en 1975, c'est exactement ce que j'aurais soutenu. Car, comme les thèses

présentées dans les pages précédentes le suggèrent, rien n'a contribué à réduire l'économie bretonne à sa position de satellite plus que l'union inextricable avec une France en rapide progrès. Aucun pays lié par de tels liens n'aurait soutenu le train de la course pendant la phase héroïque de la 1<sup>re</sup> révolution industrielle ; et puis plus tard, c'était trop tard. Le cadre était en place.

L'Amérique qui, pour les mêmes raisons, était condamnée également à rester économiquement un second à la traîne, a échappé à cette conséquence en doublant sa guerre d'indépendance politique de 1774, par une autre guerre en 1812, destinée à établir pour de bon son indépendance économique par rapport à l'Angleterre. C'est cela, et cela seulement, qui lui a permis de prendre son élan pour développer une industrie rivale qui, plus tard, devait la placer avant la mère patrie. Sans cela elle serait restée somnolente dans une économie de plantation, échangeant éternellement des matières premières à bas prix contre des produits manufacturés coûteux. Et comme les fournisseurs de matières premières souffrent par nature, et sans espoir d'en sortir, de termes commerciaux défavorables, ceci aurait signifié un niveau de vie américain en dépression perpétuelle par comparaison avec celui que l'Angleterre aurait pu atteindre.

Et pourtant, de même que notre siècle est mis en garde contre les marchés et les aires de développement excessivement vastes par les thèses de Gunnar Myrdal et, en particulier, celles de E. F. Schumaker, de même les idées d'Adam Muller et Frédéric List en Allemagne, et aux Etats-Unis celles de Hamilton et de Henry Charles Carrey, éclairaient la route à suivre au début du 19<sup>e</sup> siècle.

Très sensibles au dommage infligé aux économies retardées de leurs propres pays par leurs relations sans barrières avec une Angleterre en plein essor, les « néo-mercantilistes » ou, « nationalistes économiques », ou « romantiques », comme on les appelait encore, combattirent vigoureusement les doctrines avancées de

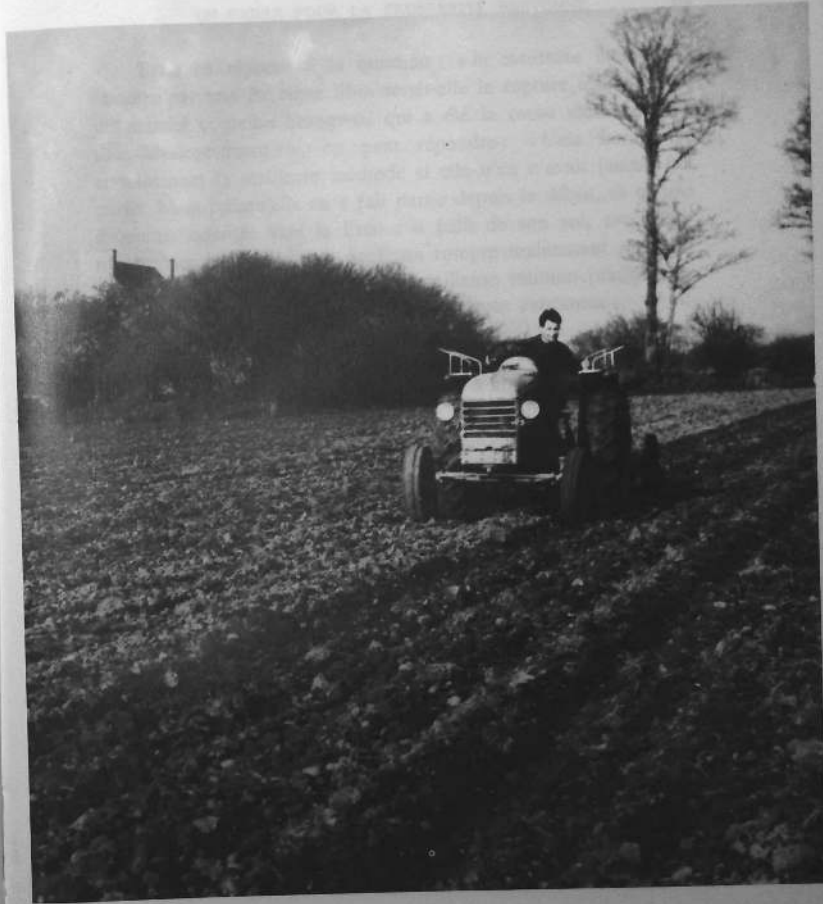
l'Ecole classique qui dominait alors la pensée économique. Ils soutenaient contre elles, que ce qui était bon pour une économie adulte n'étant pas nécessairement bon pour une économie dans l'enfance ou l'adolescence, et que les doctrines sur les économies retardées ne sont pas pour autant des doctrines retardataires. Ainsi, pendant que les grands tenors classiques, Adam Smith, David Ricardo et Thomas Maltus, présentaient le libre échange au sein d'un marché commun universel comme la manifestation suprême de la Raison en économie, les nationalistes prônaient le protectionnisme et les barrières douanières. Alors que les rationalistes réclamaient le « laisser-faire », les romantiques, encore engagés dans la construction de leurs nations, considéraient un retour à l'intervention gouvernementale comme un préalable indispensable pour le développement rapide de ceux qui n'étaient pas encore capables de tenir sur leurs jambes.

Ainsi donc, en dépit du mépris déversé sur eux par les dispensateurs d'une doctrine économique avancée, qui convenait aux économies avancées, des hommes comme List ou Carey réclamaient avec une insistance « réactionnaire », une économie « portuaire », qui admettrait l'eau par un chenal contrôlé, mais protégerait leurs rivages encore vulnérables contre les vagues de la concurrence déchaînées par la tempête d'un libre-échange mondial. Bien sûr, ceci revenait à répéter toutes les maladresses que les Anglais avaient, depuis longtemps, appris à éviter. Mais cela avait par contre l'avantage de les aider à attendre leur maturité, selon la manière que la nature a prévu pour tout ce qui croît sainement, en passant, comme le font les enfants, par les essais et les erreurs, phase après phase, sans en esquiver une seule. On n'a pas encore trouvé de meilleurs moyens d'engranger de l'expérience.

Ce fut la raison pour laquelle, lorsque enfin ils furent assez forts pour abattre leur barrière protectionniste, ils purent entrer dans le marché commun du libre échange international avec une telle impétuosité que les rationalistes stupéfaits furent balayés du

haut du piédestal de leur doctrine économique « progressiste ». Ce qui permit aux nouveaux venus de maintenir leur succès, c'est que, comme l'homme et la femme qui se marient, ils se sont unis aux économies développées après avoir atteint leur maturité, et non pour l'atteindre. Ceci est vrai même dans le cas des Etats à économie retardataire qui entraient dans le Zollverein allemand, marché commun qui avait été conçu moins pour abattre les barrières entre eux que pour établir des barrières extérieures communes contre les pays développés.

Par conséquent, si nous étions en 1820, moi aussi, comme List et Carey, ces théoriciens qui inspirèrent l'essor prodigieux qui donna à l'Allemagne et à l'Amérique la suprématie industrielle, je prônerais la rupture totale de l'union économique avec la France. Seulement, nous ne sommes pas en 1820, mais en 1975, et la question qui se pose pour la Bretagne ce n'est pas comment éviter de tomber dans la fosse à loups de l'union, mais comment se dépêtrer de la fosse où elle est tombée, c'est-à-dire de son économie typiquement coloniale, caractérisée par ses exportations de produits non transformés et de main-d'œuvre émigrée, par ses industries et son système scolaire parachutés, par sa dépendance coloniale des bureaux et des centres de décision économiques parisiens. Ayant, contrairement à l'Allemagne et aux Etats-Unis, raté le canot qui l'aurait amené dans l'abri du port, alors qu'elle en était encore tout près, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Bretagne ne peut évidemment pas aussi facilement sauter dans son canot de sauvetage maintenant qu'elle est en plein milieu de l'océan du 20<sup>e</sup> siècle et revenir à la rame. C'est ce qui fait qu'il est raisonnable pour la Bretagne de continuer son voyage sur le gros paquebot commun d'une économie unie, même après la séparation politique, désormais que sa place ne sera plus dans la salle de chauffe, mais comme capitaine adjoint sur le pont. Certes, la séparation complète ne ruinerait pas ses chances de s'élever plus tard jusqu'à la prospérité nationale indépendante, mais il est certain que la difficulté serait grandement accrue.



*Richesses de la terre.  
Labourage d'automne en Haute Bretagne.*

Bref, en réponse à la question ; « la meilleure méthode à adopter par une Bretagne libre serait-elle la rupture absolue avec un marché commun hexagonal qui a été la cause même de son sous-développement ? », on peut répondre : « Cela aurait été certainement la meilleure méthode si elle n'en n'avait jamais fait partie. Mais puisqu'elle en a fait partie depuis le début, et qu'une économie orientée vers la France a jailli de son sol, avec d'innombrables liens qu'on ne peut pas rompre maintenant sans endommager sa propre prospérité, la meilleure solution pratique est de commencer par les relations économiques existantes ».

Ceci est loin de signifier que la partie de l'économie englobée dans le marché commun doive continuer à absorber l'attention du futur Etat Breton. Son attention doit être centrée surtout sur la construction de l'économie interne bretonne, dont on peut à peine dire qu'elle existe, jusqu'à ce que l'importance relative de l'une et de l'autre soit renversée et que, d'une proportion de 90 % environ au profit du secteur français et de 10 % pour le secteur breton ou passe à 75 % pour le secteur breton et à 25 % pour le secteur français par exemple. En d'autres termes, tout bien considéré, la meilleure attitude politique à l'égard d'un marché commun hexagonal ou européen, n'est ni de l'abolir, ni même de le réduire, mais, suivant une expression à la mode, de régler sa « dévolution proportionnelle ». Rien de ce qui existe maintenant ne sera sacrifié ou détruit, mais bien des choses qui n'existent pas y seront ajoutées pour le bénéfice non seulement de la Bretagne, mais aussi de la France. Car, et les économistes sont d'accord avec nous en cela, les relations commerciales les plus profitables ne se font pas entre des économies complémentaires, métropolitaines et coloniales, mais entre des économies concurrentes de structure et de puissance égale.

Ici je profite de l'occasion pour présenter mes excuses s'il m'arrive de me laisser aller à employer la prose économique cou-

rante. Mais comme cette brochure sera peut-être lue par des économistes professionnels, il m'a semblé indiqué de recourir par ci par là au commun dénominateur d'un vocabulaire qui, sans tromper le profane, fournira assez de mots professionnels et techniques aux diplômés de l'ENA, pour leur permettre de comprendre de quoi il s'agit. Pour eux une ampoule de 75 watts ne signifie peut-être rien, parce qu'elle n'éclaire pas assez, à moins qu'elle ne soit dans une salle de bains. Mais « le concept d'efficacité marginale qui décroît quand le champ d'application s'accroît, et inversement s'accroît quand décroissent les dimensions du champ », est lourd de signification.

#### *Une économie sur trois horizons.*

Une fois parvenu à la conclusion que la meilleure politique économique pour une Bretagne libre est, dans les circonstances présentes, le maintien du marché commun actuel avec la France, une autre question se pose : « Quelle sera donc la différence ? Si la première union économique avec la France centralisée l'a mise en retard, pourquoi une économie commune avec une France régionalisée n'aurait-elle pas la même conséquence ? »

Comme je l'ai déjà indiqué, la grande différence ne sera pas seulement que la Bretagne sera maintenant co-capitaine plutôt que manœuvre. Le plus important sera que le marché commun constituera désormais un secteur seulement parmi d'autres, dans une économie plus large. Le système d'impôt *le plus simple*, c'est celui qui puise dans une seule source tel que le revenu, la propriété, le loyer. Mais *le meilleur* système d'impôt est celui qui puise à des sources variées, ce qui le rend moins simple, mais plus productif. L'accord le plus simple entre des communautés peut être la séparation totale ou la fusion économique totale. Mais le plus fructueux c'est une combinaison souple des meilleurs caractères des deux.

La grande différence sera donc celle-ci : La Bretagne désormais aura non pas une économie à un seul horizon, mais à trois horizons :

- 1 — un *marché commun* basé sur un traité ;
- 2 — un *système d'unions* à objectifs limités ;
- 3 — une *économie intérieure* nationale qui lui sera propre.

1) — *Le marché commun* sera une union douanière, chargée de la coordination souple des économies intérieures des participants ; (par exemple l'imposition de tarifs communs, la négociation de traités commerciaux avec des pays tiers, et la répartition des revenus provenant des droits de douane). Tout cela sera administré de préférence, mais pas nécessairement (comme dans le cas de l'union douanière Austro hongroise entre 1867 et 1917), par des organismes communs, tels que le « parlement douanier » du Zollverein allemand ou le secrétariat commun et la Commission Exécutive de la C.E.E.

2) — Le système des *unions à objectif spécial* aura charge de la production et de la commercialisation de quelques produits relativement peu nombreux (tel que l'acier, le charbon, l'énergie atomique, l'énergie électrique, les voies ferrées à longue distance et les services aériens) qui, de par leur nature, dépendent, pour leur exploitation la plus rentable, de territoires d'Etat différents). Comme pour les monopoles naturels, ils sont administrés au mieux par des autorités indépendantes, non gouvernementales, comme le British Coal Board, ou, en Amérique, la Tennessee Valley Authority, qui exploite les ressources en eau de plusieurs Etats adjacents, en limitant le danger d'interventions politiques et anti-économiques.

3) — Et enfin, mais plus important que tout, il reste le terrain pratiquement vierge de *l'économie nationale intérieure* de la Bretagne qui sera administrée par la Bretagne seule. C'est celui qui offre l'occasion la meilleure d'amener la nation, non pas



seulement à son plein développement, mais aussi à la forme désirée de développement. La première dimension, celle du marché commun, après tout ne changera pas grand chose aux aspects économiques de la nouvelle situation, de même que dans un château, quand on le transforme en appartements familiaux, on ne change pas le système d'équipement précédent. La seconde dimension, celle des unions à objectif limité amènera un plus grand changement, mais comme elle se développera sur des relations déjà existantes, son potentiel d'expansion sera également limité. Il n'y a que la troisième dimension, celle de l'horizon intérieur national, qui offre des perspectives illimitées pour déterminer la nature, les composantes et les dimensions de la future économie. Car il est le seul où les constructions jailliront sur un terrain qui n'ait pas été saccagé jusqu'ici par des structures qui lui auraient déjà imposé leur forme.

Il serait tentant, au point où nous en sommes, de dresser un tableau détaillé de l'aspect éventuel d'un tel système à trois volets. Mais il est plus sage de laisser l'histoire nous le découvrir au moment voulu. « L'homme propose et Dieu dispose ». On peut faire les plans les plus méticuleux pour la naissance d'un garçon, et, puis le garçon attendu est une fille ! et même si c'est un garçon tous les plans élaborés pour en faire un archevêque, ont quand même toutes les chances de rater !

Je préfère donc ne pas me lancer dans les prospectives économiques habituelles, et ne pas échafauder un programme détaillé qui plairait bien sûr au public, toujours avide des données précises sur l'avenir telles que lui en offrent les astrologues et les statisticiens, mais dont la seule conséquence pratique serait de nous mettre en face de la situation réelle, le moment venu, avec dans la tête des idées rigides forgées d'avance, et par voie de conséquence, nullement préparés à prendre la situation à bras le corps le jour où elle se présentera. Cela me rappelle le diagramme de la densité de circulation routière à prévoir sur l'échangeur de la

route de New-Jersey dans un délai de deux ans ; après quoi, pensait-on, il faudrait développer le réseau routier. En réalité, la densité prévue au bout de deux ans fut atteinte au bout d'une semaine ! On peut aussi se reporter au fameux numéro du magazine « Fortune » au début des années cinquante, où s'étalait une galerie de photos de 50 des plus éminents économistes des Etats-Unis, avec la légende : « Comment se fait-il qu'il n'y en ait pas eu un seul d'entre eux à prédire la récession ? », cette récession qui fut la grande calamité de la première décennie qui suivit la 2<sup>e</sup> guerre mondiale.

Bien que le prix Nobel d'économie fut décerné au Pr. Tinbergen de la Haye en 1969, pour avoir « éliminé l'incertitude de l'économie », l'économie ne peut quand même pas se programmer comme un voyage sur la lune. Ceylan par exemple a pu faire le plan d'une usine sidérurgique. Mais une fois l'usine construite, Ceylan s'est trouvé noyé dans les conséquences économiques et politiques de cet équipement technique capable de produire en dix semaines, tout l'acier dont le pays avait besoin en un an. Que faire du capital et de la main-d'œuvre le reste du temps ?

Il ne s'agit pas de déprécier la prospective économique ni les statistiques, pas plus que le plan de l'architecte déprécie le travail réalisé plus tard par les maçons. En temps voulu il devient indispensable. Mais un Etat qui n'est pas encore né n'a pas encore besoin de statistiques, mais de volonté décidé : pas encore de formules, mais de principes de base ; pas encore de talent d'exécution, mais de vision. Bref, ce qui compte dans la conjoncture présente, c'est la philosophie générale, les grandes lignes de la construction, et non pas les détails précis que l'adaptation et l'évolution dicteront plus tard. Il n'y a aucune raison de supposer que le temps aidant, même dans la forme et les structures de l'organisation économique et politique actuelle, la prospérité et le plein emploi ne pourraient pas être aussi procurés à tous les Bretons dans le cadre d'une économie de plus en plus spécialisée et inté-

grée à l'échelle immense de la France et du Marché Commun. Il est évident aussi que le résultat en sera le démantèlement du dernier kilomètre de voie ferrée bretonne et la ruine de la dernière ferme pendant que le dernier bateau de pêche pourra sur la plage ! Mais, pour compenser ceci chaque ouvrier aura un emploi quelque part. Le gârs de Pontivy sera à Fos-sur-mer ; celui de Douarnenez ou de Concarneau à Boulogne Billancourt. Les campagnes ne seront plus embarrassées pour vendre le lait, puisqu'il n'y aura plus à la campagne que des messieurs bien argentés, dans des villas de luxe, pendant les week-ends. La disparité du niveau de vie disparaîtra quand toute la campagne aura émigré en ville. Voilà les perspectives que l'économie dispensée par les grandes métropoles peut nous proposer, pour l'époque où toute la vie sera soumise à l'ordinateur.

Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ! il s'agit de bâtir une structure économique qui, non seulement assurera la prospérité et l'emploi à tous les Bretons, mais l'assurera aussi dans les dimensions plus restreintes et plus humaines d'une Bretagne qui leur offrira tout ce qu'ils souhaitent en fait d'agréments modernes, et qui préservera en même temps les valeurs que l'intégration à l'échelle plus vaste de la France et de l'Europe achève de détruire. La Bretagne peut offrir la vie dans un village ou une petite ville aussi bien que dans la grande ville ; le travail aux champs, aussi bien qu'à l'usine ; un emploi dans le pays plutôt que dans la lointaine banlieue parisienne. Par dessus toute autre considération il s'agit de dessiner une structure économique qui fasse de la Bretagne, non pas une région industrielle indéterminée, asservie aux exigences d'un marché étranger, mais une Bretagne, nation et Etat indépendants, au service de l'épanouissement de l'homme.

#### *Développement du secteur breton.*

Si nous réfléchissons à la structure de l'économie au lieu de nous livrer à des perspectives prématurées, quels sont donc les principes qui assureront à la Bretagne le type de développement



*Richesses de la mer.  
Le port de pêche de Concarneau.*

sans lequel l'indépendance politique ne pourrait pas se maintenir, même si elle apportait la prospérité ?

L'un des principes que je viens de proposer, c'est l'introduction d'un système à trois horizons, ou à trois dimensions, dont les composantes pourront être proportionnées les unes aux autres de façon à faire porter l'effort principal de développement sur le secteur intérieur.

Le second point à débattre concerne donc les principes qui régiront le secteur breton, dont l'importance primordiale tient dans le fait que c'est là que l'indépendance, en fin de compte, sera enracinée, et que l'identité nationale trouvera une source de force renouvelée.

Comme c'est là le moins développé des trois secteurs, le premier principe à lui appliquer concerne le choix du système d'après lequel on peut le construire. La tâche doit-elle être confiée à l'initiative privée ? à un organisme public ? Le système doit-il être capitaliste ? doit-il être socialiste ?

La question est délicate, car elle touche à des préférences philosophiques et idéologiques. Cependant ces préférences ne sont pas nécessairement cruciales une fois qu'on s'est rendu compte que les différents systèmes économiques ne sont que des façons différentes de s'approcher de la table du repas. Le choix d'un système, par conséquent, n'exige aucun choix philosophique profond. Quand une économie est encore très jeune et sous-développée, la meilleure façon de lui rendre service est, comme pour un enfant, qu'elle soit guidée jusqu'à la table par un gouvernement paternaliste. Quand elle atteint sa maturité, il vaut mieux la laisser marcher seule. Voilà pourquoi dans les siècles passés, les socialismes d'Etat dénommés mercantilismes ou néo-mercantilismes ont inévitablement fait place à la libre entreprise quand ils avaient fait leur œuvre et construit la nation, et que l'économie pouvait

désormais tenir sur ses jambes. Voilà pourquoi aussi à notre époque nous constatons les débuts d'une semblable transition dans l'Union Soviétique. Bien des gens croient que ceci est le signe de l'échec de l'économie étatisée du communisme. En réalité c'est le signe de son succès, exactement comme le départ de l'enfant, devenu adulte, hors de la maison paternelle, quelque pénible qu'il soit à ceux qui restent, n'est pas le signe de l'échec, mais le signe de l'accomplissement de la mission éducatrice des parents. Par conséquent, si l'on considère la question du choix entre une économie libre ou une économie d'Etat, d'un point de vue historique plutôt que théologique, une large mesure de contrôle gouvernemental est indubitablement la meilleure méthode à suivre pendant la première décennie consacrée à relever le niveau du secteur breton de l'économie. Dans la suite ce contrôle doit disparaître à mesure que les différents secteurs atteindront leur maturité. Ceci ne signifie pas même au départ le refus de l'entreprise privée. Au contraire, comme pendant la période de contrôle mercantiliste, elle peut être introduite et exercée partout où c'est possible, excepté sur le terrain de ce qu'on appelle les monopoles naturels, ou aussi les entreprises d'une échelle si grande que leur possession conduirait à une accumulation de pouvoir privé plus grande qu'un système bien équilibré ne pourrait le digérer ou le supporter.

#### *La propriété mixte.*

Ceci nous amène à un 2<sup>e</sup> principe, non à propos de la question des systèmes public ou privé en eux-mêmes, mais à propos de la propriété publique ou privée à l'intérieur d'un système donné. Tout système se trouve renforcé quand il admet une touche du système contraire. Le corps humain est immunisé si on le vaccine avec un germe de la maladie même contre laquelle il a besoin d'être protégé. Le communisme dans l'Union Soviétique accroît son efficacité en admettant une frange d'entreprises privées qui dégagent une partie des énergies de l'Etat afin de resserrer son contrôle sur les terrains de réelle importance. Et le capitalisme

améliore son système de libre concurrence en nationalisant ces industries qui sont, de par leur nature, de vaste échelle ou de caractère monopoliste et qui, laissés entre des mains privées, menacent les avantages sociaux du mécanisme de la concurrence, car ceux-ci dépendent de l'existence mouvante, côte à côte, d'une multitude d'unités de production et de commerce au pouvoir relativement faible et aux dimensions relativement limitées.

Ainsi donc, pour une Bretagne libre parvenue à sa pleine maturité économique, la meilleure solution sera d'appliquer le principe de la propriété mixte. Les affaires de dimensions relativement limitées, on peut en toute sécurité les laisser entre les mains privées, même dans un système socialiste. Inversement certaines affaires sont mieux dirigées sous la forme d'entreprises publiques, même à l'intérieur d'un système capitaliste.

Les affaires à classer dans cette dernière catégorie sont relativement peu nombreuses. Ce sont :

- 1) Les monopoles naturels, dont j'ai déjà expliqué la nature.
- 2) Les équipements d'utilité publique, dont les services sont essentiels aussi bien aux riches qu'aux pauvres et, comme dans le cas des transports ferroviaires, qui doivent être assurés même quand il en résulte un déficit tel que l'Etat seul peut indéfiniment l'assumer.
- 3) Les entreprises d'intérêt public, qui exigent des investissements si lourds qu'il est impossible de les faire prendre en charge par des intérêts privés.
- 4) Enfin des entreprises de gros rapport, (les « regalia » de nombreux royaumes et principautés) dont l'exploitation était réservée au souverain à cause de leur revenu élevé et assuré. Les exemples les mieux connus de cette dernière catégorie sont la production et la vente du sel, denrée d'une telle utilité que, même au plus bas prix, elle constitue une source de revenus appréciables ;

la production et la vente de ce qu'on peut appeler les « denrées du péché » telle que, cartes à jouer, boissons alcoolisées, tabac, billets de loteries et tiercé, dont le rapport élevé vient du fait que très nombreux sont les amateurs prêts à payer n'importe quel prix pour se les procurer. C'est en fait une sorte d'impôt que les citoyens (une fois n'est pas coutume) sont prêts à accepter sans récrémation en échange d'une cigarette, d'un petit verre, ou de l'émotion du jeu. Puisque l'interdiction ne diminuerait pas la demande inélastique sur le marché du « péché » et ne servirait qu'à livrer ce marché à la Mafia ou à ses concurrents, autant vaut, après tout, que le gouvernement encaisse les profits énormes de l'affaire et les reverse pour des buts d'utilité publique, tel que l'hygiène, l'éducation, le théâtre, ou les arts.

#### *La petite échelle.*

Le 3<sup>e</sup> principe concerne l'application d'un système d'organisation sur petite échelle. Les horizons du marché commun et des unions à objectifs limités, s'étendant au loin par dessus les frontières des nations, sont, en soi, des domaines ou non seulement la propriété d'Etat; mais aussi la vaste échelle, vont tout naturellement de pair. Par contre ce qui va de pair, par nature, avec le secteur domestique, géographiquement limité, c'est le modèle universellement admiré de la petite échelle Suisse, dont le haut degré d'industrialisation, comme je l'ai déjà indiqué, se distingue par le fait que 82 % de toutes les entreprises emploient moins de 50 ouvriers.

A propos des avantages nombreux de l'action sur l'échelle réduite, sur lesquels la documentation est abondante dans les volumes tels que « Les conséquences économiques de la taille des nations » publié par le Prof. Austin Robinson, de Cambridge, et « L'éclatement des Nations », « Les nations sur-développées » et quelques autres, par moi-même, il est bon de citer ici quelques exemples pour faire le point. L'un de ces avantages, c'est la « trans-

parence » opérationnelle générale de l'entreprise à petite échelle, qui ramène tout à la portée de l'homme moyen. D'autres avantages que l'on peut citer, sont une plus grande souplesse d'adaptation aux différentes conditions locales ou régionales; une réduction de la monotonie, un accroissement de l'intérêt personnel au travail, et de l'engagement des ouvriers dans les usines, dont ils comprennent le but et le fonctionnement; la facilité avec laquelle les conflits du travail sont résolus et les grèves coûteuses évitées; l'appel à l'initiative personnelle et à l'esprit inventif; le sens de la propriété; les proportions humaines; la production généralement supérieure à laquelle on peut parvenir par plusieurs petites firmes indépendantes et gérées indépendamment, même si elles ne sont pas équipées des derniers appareillages technologiques coûteux, si on les compare avec la productivité de compagnies fusionnées, dont l'addition productrice est pourtant impressionnante. Cette dernière productivité peut bien battre tous les records, mais on a pourtant prouvé, à maintes reprises, que leur production collective était inférieure à celle, additionnée, des unités composantes avant leur fusion.

#### *La technologie modérée.*

Le quatrième principe est celui, déjà mentionné, de la technologie du juste milieu, ou modérée, qui résulte directement du 3<sup>e</sup> principe. Il est associé au nom de E. F. Schumaker, l'économiste éminent du British Coal Board, de l'esprit de qui sont sortis un bon nombre de ces concepts qui ont été mis au point depuis dans ce qui est connu sous le nom d'économie Keynésienne.

Le principe de Schumaker — on peut bien l'appeler ainsi — suggère, avec une certaine audace, que la meilleure approche, pour le développement rapide des régions sous-développées, c'est d'employer des machines moins productives plutôt que les derniers modèles et le dernier cri en fait de technique de production massive. Tout ce que l'énorme économie de main-d'œuvre que



cette technique représente, n'est rigoureusement rien d'autre que cela : une énorme économie de main-d'œuvre. Un point c'est tout. Ceci certes, est un grand signe de progrès technique, mais socialement c'est une régression désastreuse. Car, de nos jours, économiser de la main-d'œuvre signifie créer du chômage. Contrairement au progrès plus mesuré des périodes précédentes, qui réabsorbait les « chômeurs technologiques » dans des niveaux de production plus compliqués, le progrès de l'automation contemporain élimine les travailleurs purement et simplement.

Sous un autre angle on peut certes présenter ceci, non plus comme un problème, mais comme un bienfait, qui ramène l'homme au paradis terrestre. Mais en pratique, ceci est devenu la principale cause de la misère humaine en privant l'homme, non pas tant de son revenu, puisqu'il peut maintenant recevoir des allocations de l'Etat, précisément à cause de la production colossale de l'automation, mais en le privant de la chance de gagner sa vie. Malheureusement, ceci reste pour la plupart d'entre nous une nécessité psychologique, excepté pendant les quelques années où nous sommes d'insouciantes hippies avec barbe et sandales. Après cela, ou bien c'est le plastic, la drogue, la guerre ou le travail.

Je disais donc que le principe de Schumaker, la technique modulée et du juste milieu, est la conséquence directe du principe des petites dimensions opérationnelles. En effet l'un des grands avantages des petites dimensions, aux yeux des économistes sociaux, ou sociologues, mais qui est aussi un grand désavantage d'après les économistes technologues, c'est qu'elles rendent non rentables ces équipements sur-productifs, coûteux et qui suppriment les emplois, et qu'elles ne laissent pas d'autres choix que d'en revenir aux machines moyennes et à un machinisme modéré. Ces dernières aussi certes, économisent de la main-d'œuvre, mais étant moins productives par définition elles ne créent pas de chômage. Par ailleurs, elles n'impliquent pas non plus une diminution de la productivité nationale telle qu'il devienne impossible d'atteindre



*La porte ouverte sur l'espace atlantique.  
Vue aérienne du port de Saint-Nazaire.*

le standard de vie désiré. Tout ce qu'elles signifient, c'est que, pour y parvenir, le plein emploi des travailleurs est requis. Ceci n'exclut pas les innovations les plus poussées, ni les techniques de production de masse, dans les industries qui alimentent les secteurs du Marché Commun et des Unions à objectifs spéciaux : car ces deux secteurs sont soumis, au contraire, aux règles qui gouvernent les industries à grande échelle.

#### *L'indépendance*

La technique modérée ou du juste milieu peut donc exiger un pas technologique en arrière, sur ces terrains où la marche en avant n'est pas un progrès, mais une folie. Comme Alwyn Rees aime à le répéter : « Quand vous êtes arrivés au bord d'un abîme, le seul vrai progrès que vous puissiez faire, c'est de revenir en arrière ! ». Il n'y a pas d'autres solutions à la calamité du chômage et de l'émigration forcée que la poursuite du progrès infligé à l'homme, car il est arrivé à un point où, tout en gardant son sens technologique, ce progrès a perdu toute signification sociale. Et cela est aussi funeste que de ne pas pousser le progrès assez loin.

Le cinquième principe est le principe de l'indépendance. Il ne s'agit pas de l'indépendance politique de la Bretagne ; ni de la séparation entre le secteur intérieur breton de l'économie et les autres secteurs. Ici il s'agit de l'indépendance relative, à l'intérieur de la Bretagne, d'un certain nombre de districts de développement, tels que l'INSEE et le livre blanc du CELIB en ont déjà proposé l'idée et même la carte. C'est aussi ce que E. F. Schumaker a dans l'esprit quand il souligne les nombreuses aires de développement cantonal à l'intérieur de l'unité plus grande de la Suisse.

La raison en est que, non seulement dans les activités, mais territorialement aussi, l'unité la plus souple aussi bien que la plus économique pour accélérer le développement, c'est l'unité de dimensions relativement limitées, de dimensions à la mesure de

l'homme, plutôt que d'être adaptées aux énormes mécaniques ou aux calculatrices électroniques. A de vastes entreprises intégrées celles-ci peuvent être indispensables, mais jamais elles ne remplacent de façon satisfaisante la vision naturelle. Car ce qu'Aristote disait de l'Etat est tout aussi vrai d'une zone de développement ; « la meilleure est celle que l'on peut embrasser d'un seul regard ». Cet idéal économique d'efficacité est d'ailleurs en harmonie avec l'idéal politique des partis nationaux des pays celtiques, qui, de même que l'idéal politique suisse, considèrent l'Etat comme une communauté de communautés plutôt qu'un « big brother » centralisé (« l'Etat, c'est moi ! ») étouffant la liberté et l'initiative.

Ceci signifie de plus que les divers districts ne doivent pas être de pures subdivisions administratives réalisant seulement des tâches complémentaires dans le contexte de l'économie générale de la nation. Pour une part, bien sûr, ils fonctionneront ainsi ; de même que la Bretagne dans son ensemble devra remplir son rôle sectoriel en tant que partenaire du marché commun hexagonal ou européen. Sous cet aspect, il est vrai de dire qu'ils seront les exécuteurs de décisions prises au centre. Mais pour l'essentiel, leur liberté d'initiative et de développement local doit être proche de celle des cantons suisses. Personne n'est plus familiarisé avec les désirs locaux et les ressources locales que les habitants, et rien ne suscite mieux la productivité individuelle et collective que la rivalité de petites communautés autonomes essayant malicieusement de l'emporter sur leur voisin : Guimiliau et Saint-Thégonnec, par leurs églises, leurs ossuaires, leurs calvaires concurrents, en sont le plus beau des exemples.

Mais en fait, n'est-ce pas ce stimulant qui fit exploser les fantastiques énergies de développement des cités et paroisses du Moyen-Age, que les grands Etats unifiés, avec toutes leurs techniques, n'ont jamais pu égaler ? Elle a persemé le paysage européen de tant de villes, de bourgs et de villages autrefois prospères, qu'aujourd'hui, alors que les grands pays ne peuvent plus soutenir les

frais de leurs voies ferrées à cause de leur dépeuplement rural désespéré, l'un des spectacles les plus fascinants, dans ces villages et ces bourgs vivants d'un pays comme la Suisse, c'est l'arrivée et le départ, à toute heure de la journée, de tramways électriques rapides et partant vers tous les coins du pays !

En d'autres termes, pourvu que les zones de développement reçoivent une large mesure d'autonomie de fonctionnement en plus des tâches spécialisées qui leur seront assignées dans le contexte plus vaste de la Bretagne, le total du revenu et de la richesse régionale atteindra un montant bien plus *significatif*, composé qu'il sera d'une forte proportion de biens de jouissance personnelle et de consommation sociale, qu'il ne lui est possible d'obtenir sur une échelle intégrée... Bien que celle-ci soit capable d'une production brute plus élevée, la part disproportionnée de capital, d'équipement et de service tertiaire nécessaire pour en maintenir la dimension inutilement gonflée, a pour effet d'abaisser le produit net disponible pour la jouissance des citoyens. Il en est comme dans un gratte-ciel : plus on ajoute d'étages à sa structure intégrée, plus il devient impressionnant... Mais s'il avait 400 étages, le bâtiment tout entier ne pourrait contenir que des ascenseurs pour transporter les gens... qui *pourraient* y habiter si toute la place nécessaire pour relier les étages entre eux n'avaient pas occupé la place des appartements ! Ainsi, bien que la masse soit stupéfiante, le produit net pour la jouissance, qui seul donne un sens à tout, se trouve être nul...

#### *Le développement équilibré.*

Nous en venons au principe de l'équilibre : il est basé sur l'idée des Grecs que tout est bon, sauf ce qui est poussé à l'excès. « Trop de rien ne vaut rien — Re a netra ne dalv netra ». C'est le même principe que celui des proportions, qui est à la base de toute combinaison réussie. L'industrie est une bonne chose ; mais trop d'industrie est un mal. La vie en ville, c'est excellent, mais

poussée trop loin, elle devient un vice ou une calamité. Les femmes sont merveilleuses, mais sans les hommes elles ne sont rien.

Le principe de l'équilibre, ou des proportions, prend bien des formes dans la société humaine. L'équilibre entre l'agriculture et l'industrie, à réaliser par la restauration de l'agriculture ; l'équilibre à l'intérieur de l'industrie, à réaliser par la diversification. L'équilibre entre la vie urbaine et la vie rurale à réaliser en re-semant dans les campagnes des noyaux de villages et de marchés capables de condenser la vie autour d'eux, et de contre-balancer la force d'attraction qui attire vers les vastes agglomérations urbaines ; l'équilibre entre les différentes zones de développement, à réaliser en les dotant de dimensions et de proportions similaires, en dédoublant les activités économiques pour réduire les dimensions des entreprises à des échelles faciles à contrôler, plutôt que de vouloir une intégration spécialisée avec sa tendance à favoriser le sur-développement boiteux, obligé de chercher des contre-poids au-delà de la région qu'elle peut contrôler.

...Puis l'équilibre à l'intérieur de certains secteurs d'activité, à réaliser par ce que les biologistes appellent l'adaptation rayonnante. C'est le principe même qui mena Darwin à sa théorie de l'évolution. De même en effet, que d'un couple originel de « groundfinches » des Iles Galapagos sortirent par évolutions quatorze espèces d'oiseaux, se nourrissant d'une grande variété de réserves nutritives qui sans cela se seraient perdues, de même un secteur de production peut être plus économiquement exploité par la méthode analogue : en le faisant éclater en diverses branches pour satisfaire ainsi des besoins identiques par des moyens différents. Quand la télévision fut lancée, on a cru que c'était la fin du cinéma et de la radio. En réalité, elle élargit le champ d'action, créant ainsi un rôle pour chacun des trois... Il peut en être de même des transports, si au lieu de surcharger la route jusqu'au point de rupture on pratique « l'adaptation rayonnante » en revigorant les branches tombées en décadence, les voies d'eau et le

rail, et en développant la branche, sous-développée jusqu'ici, des transports aériens à courte distance. Qu'on ne dise pas que ceci est impossible : les « Groundfinches » non plus ne pouvaient attrapper la nourriture cachée sous l'écorce des arbres. C'est pourquoi la nature fit évoluer une espèce en la dotant d'un bec de pivert. Et ceci permet à un plus grand nombre de « groundfinches » de vivre, tout en limitant la prolifération de chaque espèce particulière.

...Puis il faut tenir compte de l'équilibre entre la stabilité, qui maintient les valeurs traditionnelles, et l'innovation, qui permet le progrès par addition plutôt que par substitution. Quand la vie sortit en rampant des océans, elle n'a pas abandonné les eaux : elle y a ajouté la vie sur terre et la vie dans les airs. Car, ainsi que disait Aristote : « La nature ne fait rien en vain ». Elle ne laisse tomber comme désuet et démodé que les choses qui, ayant brisé les limites qui leur sont assignées, sont devenues excessives.

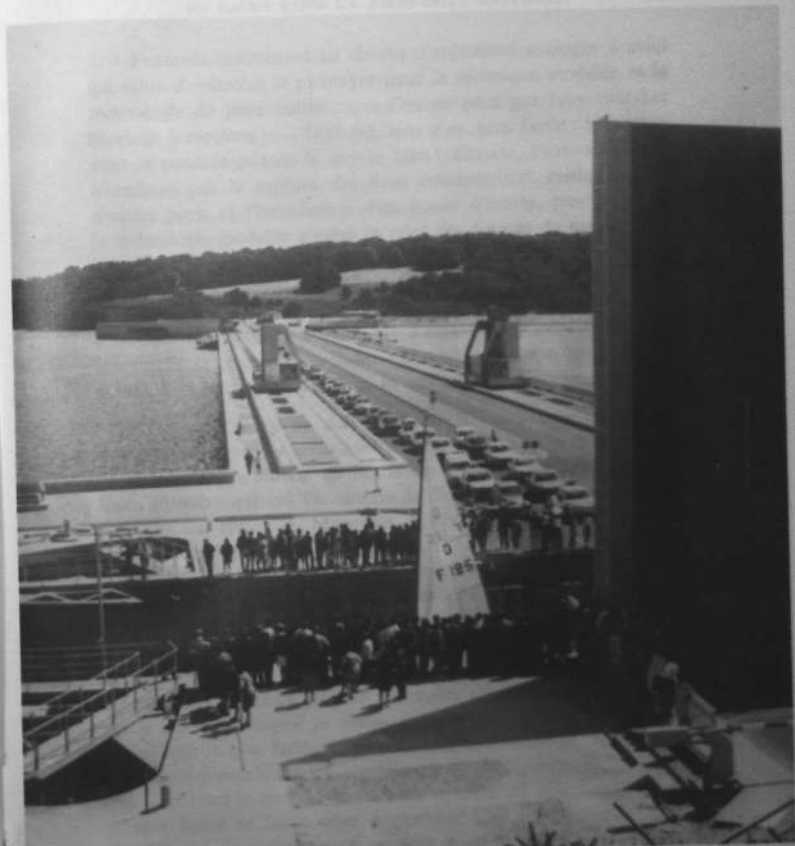
Ceci nous amène au plus important de tous les équilibres, l'équilibre entre la croissance et la forme. Il exige absolument, contrairement à la pensée sociale contemporaine, qui devient hystérique si elle échoue non seulement à poursuivre l'expansion, mais encore à la poursuivre à un rythme constamment accéléré, il exige que la croissance soit stoppée quand une chose a atteint la forme la mieux adaptée à sa fonction. Si on confiait une dent aux ingénieurs et aux économistes, il n'y aurait jamais d'arrêt à sa croissance, et ceux qui auraient les dents les plus longues en seraient aussi follement vaniteux que le sont actuellement les puissances qui ont les plus grandes armées ou le plus gros stock de bombes atomiques. Mais comme, au contraire, la Nature est heureusement aussi économe des formes que spécialiste de la croissance, elle ne perd jamais de vue leur finalité. Ceci exige que la croissance soit progressivement ralentie à l'approche de la maturité, pour être enfin complètement stoppée. Après quoi l'expansion continue par dédoublement et par variation seulement. De cette façon la Nature,

non seulement remplit l'univers de particules qui sont à la fois infinies en nombre et relativement petites de dimensions, mais elle leur donne de plus la faculté de s'adapter et de progresser par évolution.

Ainsi nous en revenons toujours à la signification philosophique profonde de la petitesse imprégnant le plan de la création. En effet, si l'équilibre est l'un des principes vitaux du développement, la petitesse est l'un des deux piliers indispensables sur lesquels le principe de l'équilibre lui-même est fondé, affectant un univers dynamique et toujours mouvant. Car, ainsi que le prix Nobel de physique Erwin Schrödinger l'a expliqué en réponse à la question : « pourquoi faut-il que les atomes soient petits ? », leurs collisions constantes, rendues inévitables par la liberté anarchique de leurs mouvements, conduirait à la destruction du système dont ils font partie s'ils étaient trop grands. Et s'ils étaient trop peu nombreux ils ne pourraient se rencontrer à la fréquence statistiquement nécessaire pour se regrouper dans des modèles ordonnés. D'où la double exigence de tout équilibre dynamique, sain, que ce soit les étoiles ou que ce soit les hommes : que les unités composantes soient grandes par le nombre et petites par la taille... C'était d'ailleurs le cas pendant la période florissante du capitalisme, celle des petites manufactures.

#### *Auto-suffisance*

Le septième principe sur lequel le secteur interne de l'économie bretonne (autant de principes que de jours dans la semaine) doit être construit, est le principe d'auto-suffisance. Comme le disait Saint Thomas d'Aquin : « Plus une chose est élevée dans l'échelle des êtres, plus elle se suffit à elle-même » ; car ce qui a besoin de l'aide d'un autre lui est en cela inférieur. Et la cité (polis = cité = état) dont la campagne environnante satisfait tous les besoins est plus auto-suffisante que celle qui doit pour cela recourir au commerce extérieur.



*La production de l'énergie non-polluante.  
L'usine marémotrice de la Rance.*



J'entends maintenant un choris d'objections analogue à celui qui salue d'ordinaire le plaidoyer pour la technique modulée et la technologie du juste milieu : que l'on ne peut pas faire marcher l'horloge à reculons ! — D'abord, rien n'est plus facile : tous ceux dont la pendule avance le savent bien ! Ensuite, l'auto-suffisance n'implique pas la rupture des liens commerciaux existants avec d'autres pays, ni l'interdiction d'en nouer d'autres, pas plus que la technologie modulée n'exige le rejet des formes de machinisme les plus avancées dans les quelques entreprises d'échelle naturellement vaste où leurs dimensions les rendent plus économiques. En fait, le but essentiel d'un système à trois secteurs, plutôt qu'à un seul, dans l'économie bretonne, est d'assurer une interdépendance industrielle et commerciale là où elle a un sens (marché commun, unions à objectifs spéciaux), et là seulement.

L'auto-suffisance ne doit donc être un des buts principaux que dans le secteur domestique, qui naturellement sera aussi, en fin de compte, le secteur de beaucoup le plus important. Ceci, il faut l'admettre, privera l'économie de certains des avantages de la spécialisation régionale. Mais elle le libérera du même coup du principal désavantage de cette spécialisation : la subordination économique, aussi bien que politique, aux forces qui échappent au contrôle national. En effet, comme les pays d'Amérique latine en ont fait la pénible découverte, la perte de contrôle que résulte du fait de la spécialisation économique est telle, que l'indépendance qui en résulte n'est qu'un euphémisme : elle signifie, inmanquablement, indépendance pour le partenaire commercial le plus fort, sur le territoire duquel le centre de décision se situe ; et dépendance pour le plus faible. Si le plus fort, modestement, célèbre en des discours touchants les bienfaits de l'interdépendance ce n'est que pour laver le cerveau et attendrir le cœur du plus faible. Et si le plus faible se laisse aller à partager son enthousiasme, cela signifie tout simplement qu'il est mûr pour la casserole !

L'auto-suffisance serait moins défendable si elle exigeait le sacrifice d'un niveau de vie plus élevé, qu'il serait possible d'at-

teindre autrement. Or, comme j'ai essayé de l'esquisser sur la base de preuves absolues, aussi bien pratiques que théoriques, puisées à la fois dans l'expérience et dans les lois inexorables de la « productivité décroissante et des proportions variables », c'est le contraire qui est vrai. Car, bien que le marché domestique plus restreint des petits pays ait indubitablement pour effet de réduire la taille de chaque unité de production, cela ne réduit pas la production totale des biens de consommation, dont l'amplitude, après tout, est le seul aspect de l'activité économique qui affecte directement le bien être des particuliers. Etant donné que ce que nous mangeons par exemple, c'est le jambon de Loudéac et non pas la boîte en fer blanc dans laquelle il est emballé, c'est la production de jambon qui importe d'abord ! Il n'est même pas sûr que l'exportation de ce jambon, et donc sa production multipliée, crée de nouveaux emplois, car le marché plus vaste va permettre peut-être la création d'une usine à fabriquer les boîtes, mais aussi l'emploi de cette machinerie avancée qui supprime souvent des emplois au lieu d'en créer. Mais, même si le résultat matériel de cette production accrue était complètement satisfaisant, il reste ce point noir que dans le cadre d'une économie nationale hautement spécialisée (principale caractéristique du colonialisme), l'indépendance politique du plus faible des partenaires commerciaux serait partie en fumée, et aurait disparu.

Il y aurait encore une raison supplémentaire de réaliser l'auto-suffisance, même si elle impliquait tout ce dont ses détracteurs orthodoxes l'accusent. Jusqu'à nos jours le mécanisme compliqué des communications et des transports nécessités par le fonctionnement d'un système commercial très intégré et interdépendant a pu être maintenu même au sein des crises les plus destructives, telles que les deux récentes guerres mondiales. Mais nous ne vivons plus à cette époque relativement sous-développée ! Au stade actuel du progrès technique, un bouquet de bombes à hydrogène bien placées suffit pour détruire d'un seul coup les quelques nœuds stratégiques sur lesquels l'intégration à outrance a

concentré ses centres vitaux. Une bombe lâchée sur le port de New-York détruirait un Porto-Rico dépendant sans qu'un seul coup soit tiré sur Porto-Rico même. Et une bombe lâchée sur Paris sonnera le glas de la Bretagne, de la Normandie (ou de Marseille tout aussi bien) sans qu'une seule vache soit tuée sur les paturages de Cornouaille : par la paralysie des transports et des transmissions à partir du centre unique.

La seule possibilité de contrer nos nouveautés technologiques super-destructrices, c'est (ô paradoxe !) d'employer un truc aussi ancien que celui qu'utilisa par exemple Noé lors du déluge universel : de ramasser tout l'essentiel pour survivre à l'intérieur du cadre réduit d'une Arche auto-suffisante ! Et termes modernes cela signifie dissoudre ces économies à vastes échelles, rigides, interdépendantes, et reconstituer des systèmes de petites cellules autonomes, douées chacune de son propre centre nerveux, de son propre équipement, de son propre capitaine, de sorte que chacune soit capable de survivre séparément, exactement à l'inverse de cette « Unité » qui ne sert qu'à alourdir la masse et à préparer le naufrage collectif.

C'est une idée du même genre qui a sauvé le cuirassé. Le progrès le plus révolutionnaire dans la construction de celui-ci fut une transformation réactionnaire : l'énorme coque « une et indivisible » devint une structure divisée, composée de nombreux petits compartiments étanches. Jusque là, un seul coup au but et le commandant n'avait plus qu'à saluer le drapeau, les marins qu'à chanter l'hymne national, et le navire qu'à rejoindre sur le plancher des océans les débris de la gloire et de la grandeur. Désormais un coup au but noie un compartiment... Non seulement le reste ne s'en porte pas plus mal, mais on peut réparer aussi le compartiment noyé. Et au lieu d'adresser un dernier salut à leur dernier matin, le commandant et les marins pourront raconter cette fameuse journée au cours de leurs permissions futures.

Il en est de même dans le système des petites digues par lesquelles les Hollandais ont dompté la pesante majesté et la puissance « une et indivisible » des océans. Seul un ensemble de petites économies auto-suffisantes pourra ainsi limiter les effets destructeurs des forces colossales déchainées par la fission atomique, pouvoir de destruction qui a justement été créé grâce à la fusion et au super-développement politique et économique — tant il est vrai que toutes ces sur-puissances sont des variantes de la sur-croissance cancéreuse que la Nature élabore seulement quand elle se fatigue d'être constamment piétinée par ses Dinausores sociaux et sociologues. Comme Arnold Toynbee l'a montré dans son « Etude de l'histoire », chaque fois qu'une civilisation a atteint le stade d'Etat totalitaire englobant tout, et centralisant tout, cela signifiait qu'elle faisait son avant-dernier pas sur le chemin de la désintégration. La voie du salut au contraire, Gide la résumait dans ses dernières paroles : « J'aime les petites nations, j'aime les petits nombres ; le monde sera sauvé par le petit nombre ». Cela n'empêchera évidemment pas les « Noés » d'être pris pour des fous romantiques par ces experts qui, comme nous tous, doivent leur existence à ce fou fieffé qui a sauvé le genre humain, non pas dans un paquebot géant « un et indivisible », mais dans une arche minuscule et auto-suffisante.

A cause justement du pouvoir destructeur de la bombe bien des gens s'imaginent que la guerre atomique n'éclatera jamais. Même s'il y avait quelques chances à cela ce serait une folie pour les hommes d'Etat de se reposer là-dessus. En écrivant ces lignes, j'ai devant les yeux un titre qui couvre toute la largeur de mon journal en ce premier jour de la nouvelle décennie :

« Soyez prêts à l'holocauste : Mao annonce : danger de guerre !!! » Bien qu'il ne soit pas dans mes habitudes de citer le Confucius moderne, je suis tout à fait de son avis dans la circonstance, pour de simples raisons statistiques. Comme tout demi-siècle, les cinquante prochaines années feront naître environ 10.000

situations conflictuelles, dont une demi-douzaine seront de taille à déclencher la guerre — une guerre capable de mettre fin à toutes les guerres, et à tout le reste avec ! C'est de cette certitude statistique qu'un homme d'Etat responsable doit tenir compte, et non pas de la supposition, tout à fait invraisemblable du point de vue historique, que le monde qui a fabriqué son arsenal atomique uniquement parce qu'il est destructeur, va l'enterrer à côté de l'or de la Banque de France, parce qu'il est trop destructeur !

La seule politique sensée, hélas ! c'est de s'attendre à la catastrophe au cours de cette génération, et au lieu de faire des vœux pieux pour qu'elle passe au large, de s'y préparer en appliquant le concept des économies sur petite échelle, et auto-suffisantes, non pas seulement à la Bretagne, mais partout. L'auto-suffisance garderait toute son importance, même si la Bretagne n'accédait pas à l'indépendance politique. A l'ère atomique, c'est la seule forme d'économie qui soit désormais viable.

Mais ce n'est pas tout... Comme disaient les Romains : « Si tu veux la paix, prépare la guerre ! ». Si notre époque se prépare à la guerre atomique en divisant le globe suivant le système de l'Arche et des digues, en petites unités auto-suffisantes, il se pourrait, non seulement que le monde survive, mais qu'il évite la bombe atomique ; car l'économie des échelles s'applique aussi à l'économie de la destruction. Une arme aussi coûteuse que la bombe atomique n'a vraiment de sens que si la destruction d'un centre nerveux occupant quelques kilomètres carrés provoque une réaction en chaîne capable de plonger dans le bain un arrière pays intégré qui s'étend, lui, sur des milliers de kilomètres. Mais si tout ce qu'une explosion gigantesque est capable de paralyser c'est une région étanche de surface réduite laissant aux autres, tout aussi étanches, des chances de survivre indépendantes, l'arsenal atomique devient aussi anti-économique que les jets au Vietnam. Les jets sont utiles contre d'autres jets. Mais, tout comme la puissance d'un éléphant est nulle contre un moustique qui se régale à l'inté-

rieur de sa trompe, de même la puissance des jets est désespérément inefficace en face des cyclistes qui n'ont besoin que de leurs jambes comme force motrice, ou en face des tactiques de la guérilla, où les petits mangent les gros.

*La transparence des petits.*

Avec ces principes présents à l'esprit, il nous est enfin possible de répondre à la question soulevée au début : la question de savoir si la Bretagne, ou tout autre pays de dimensions analogues, est trop petite pour être viable ?

Nous répondrons que la vraie question n'est pas du tout celle-là. La question à laquelle notre époque sera tôt ou tard obligée de répondre est de savoir si les grands pays intégrés, centralisés, dont la France est le type poussé à l'extrême, sont viables. Si la Russie a envahi la Tchécoslovaquie pour l'empêcher de choisir son propre chemin, c'est que la Russie était convaincue qu'elle ne pouvait pas se passer de la Tchécoslovaquie. Celle-ci au contraire pensait à juste titre qu'elle s'en trouverait beaucoup mieux, si elle vivait sa propre vie. De même, lorsque au XVI<sup>e</sup> siècle la France a annexé la Bretagne, ce n'était pas pour enrichir la Bretagne (la suite de l'histoire l'a amplement prouvé !) mais pour s'enrichir aux dépens de la Bretagne : « La Bretagne est le Pérou des Français », écrivait sans vergogne la Popelinière ! Tant il est évident qu'il y a comme une force ascensionnelle automatique dans les dimensions restreintes, aussi longtemps qu'elles n'ont pas à soulever une masse incapable de s'élever par elle-même tant elle est excessive.

Puisqu'ils refusent de se délester de leur masse trop lourde, ce sont évidemment les gros, et non les petits, qui ne peuvent échapper à la pesanteur de leurs problèmes énormes. Ce sont eux, et non les petits, qui ne savent pas ce qui, du jour au lendemain, peut survenir à leur commerce, leur monnaie, leur croissance,

leurs récessions, leurs grèves, les embouteillages de leur circulation, leur pollution atmosphérique, leurs cités monstrueuses, leurs courbes d'accident de la route, leurs jeunes drogués, les manifestations aveugles de leurs étudiants... Ce sont eux qui vivent dans la terreur perpétuelle de la catastrophe que seule leur puissance stupéfiante peut retarder, et non pas des pays comme la Lithuanie, le Pays Basque, la Tchécoslovaquie, la Bretagne, l'Ecosse ou le Pays de Galles. Ce sont eux qui sont affligés du seul problème que l'homme ne peut pas dominer : l'aveuglement de sa vision en raison des proportions excessives des problèmes à résoudre.

Il faut donc conclure que la question que nous avons posée n'est pas la question, mais la réponse. Etant donné que le problème de notre temps c'est l'aveuglement par la grandeur, la réponse logique, c'est la transparence et la clarté par la petitesse. En fait la petitesse est un principe si fondamental dans le plan des choses, politiques autant que physiques, économiques aussi bien que politiques, qu'elle s'est glissée sous une forme ou sous une autre dans tous et chacun des sept principes énumérés dans les pages précédentes comme étant essentielle à une économie bretonne saine, sans tenir compte du fait que le pays devienne ou non indépendant. C'est peut-être ce principe là que Confucius avait en tête quand il répondait à un étudiant qui l'admirait de savoir tant de choses : « Je n'en sais qu'une seule, mais celle là est incluse dans toutes ».

## VIII

### QUESTIONS PRATIQUES

#### *Investissements.*

Reste quelques questions finales de nature pratique, bien qu'elles soient, elles aussi, liées aux principes. La première est la question du financement du développement économique que devra entreprendre le gouvernement de la Bretagne libre. D'où viendra l'argent ? Où sont les capitaux ? Où sont les investisseurs ?

Pour commencer remarquons que les routes, les usines, les centrales électriques sont construites par la main-d'œuvre, non pas par l'argent. Et, en théorie, cela peut se construire très rapidement, même sans outillage moderne coûteux.

Prenez par exemple le cas des communautés Mennonites des Etats-Unis. Elles sont, de nos jours encore, non seulement au rang des plus auto-suffisantes et indépendantes, mais aussi parmi les plus prospères communautés du monde. Elles sont célèbres dans le monde comme pionniers en agriculture, pour la fabrication d'outils d'un dessin si remarquablement fonctionnel qu'un bon nombre de ces outils ne sont pas seulement utilisés dans les



champs, mais ont trouvé place un peu partout dans les musées d'art moderne. Leurs terres sont parmi les plus fertiles, leur bétail parmi les meilleurs, leurs maisons les plus solides du monde. Les Mennonites ne connaissent pas la pauvreté ; ils ne sont pas à la charge de la communauté américaine, et en conséquence ils sont les seuls qui soient exempts de taxes pour la sécurité sociale.

Et pourtant ils n'utilisent ni autos, ni essence, ni tracteurs, ni électricité, ni téléphone. Et le résultat, ce n'est pas qu'ils ne peuvent pas produire tout ce dont ils ont besoin, mais que toute la main-d'œuvre doit être employée pour le produire. Et comme toute la main-d'œuvre disponible doit être employée pour leur procurer ce haut niveau de prospérité, ils bénéficient du bienfait social supplémentaire inestimable : ils ne connaissent ni crimes, ni délinquance juvénile, ni chômage.

Je ne veux pas dire que la Bretagne doive adopter le genre de vie des Mennonites. Mais je veux dire qu'il y a des secteurs, particulièrement dans la branche agricole de l'économie bretonne, que l'on peut restaurer par des méthodes mennonites de la technologie moyenne modérée, comme l'a fait le Brésil avec tant de succès quand le gouvernement a invité les Mennonites à venir précisément dans ce but. Et je veux dire de plus que, aussi longtemps qu'il y a de la main-d'œuvre disponible et inemployée, il y a toujours une alternative à cette méthode indirecte et plus compliquée, qui consiste à financer le développement par le moyen de l'argent : c'est de le financer directement par le moyen du travail, qui est à l'argent ce que la masse est par rapport à l'énergie. C'est la même chose sous une autre forme : il suffit pour s'en rendre compte de se mettre au travail dans son jardin en quittant sa chaise longue par un acte de volonté, au lieu de faire faire ce travail pour l'argent.

En d'autres termes, aussi longtemps qu'un pays dispose de main-d'œuvre sans emploi, il est comme s'il avait des réserves mo-

nétaires inutilisées, dormant dans une banque. Par conséquent ce dont il a besoin pour son développement, c'est non pas de capitaux à investir, mais un magicien qui saura comment sortir ces réserves de la banque, et les transformera de leur liquidité en l'état final de biens de production, sans passer par ce que nous appelons conventionnellement, argent, capitaux, ou fonds... De même que Marx définissait l'état final du capital comme du « travail gelé », nous pouvons définir le travail comme du « Capital liquide ».

Mais celui-ci est assez difficile à retirer de la banque pour nos sociétés bloquées dans les schémas de pensée conventionnels. Pourtant cela est simple en soi, dans les situations de pure nature : si, par exemple, un groupe de chômeurs en croisière offerte par la sécurité sociale se trouvait à échouer dans une île déserte. Quand on les retrouvera des années plus tard, on ne les trouvera certainement pas faisant la queue pour toucher leurs allocations de chômage ! Ce qu'on découvrira, c'est leur travail de ces années là, transformé de sa liquidité de fonds disponible, en biens capitalisés, sous la forme de navires, boutiques, magasins, églises, jetées, villages, et bien d'autres choses... En réalité, la seule communauté incapable de mobiliser le capital travail nécessaire pour son développement, serait celle, ou bien qui ne dispose d'aucune main-d'œuvre au départ, ou celle dans laquelle toute la main-d'œuvre est si efficacement employée qu'aucun développement ultérieur n'est plus nécessaire ni possible.

Mais répondons aussi en termes conventionnels à la question du financement du développement, en suivant les concepts conventionnels, plutôt qu'en suivant ces concepts abstraits qui considèrent l'argent et les capitaux à investir comme étant des facteurs qui commandent le travail, plutôt que de les considérer comme étant eux-mêmes du travail. C'est important surtout parce que l'esprit du public, aussi bien que celui des professionnels, a pris l'habitude d'insister sur leur utilisation. De plus, le magicien qui utiliserait directement le capital-travail, dans la complexité de la

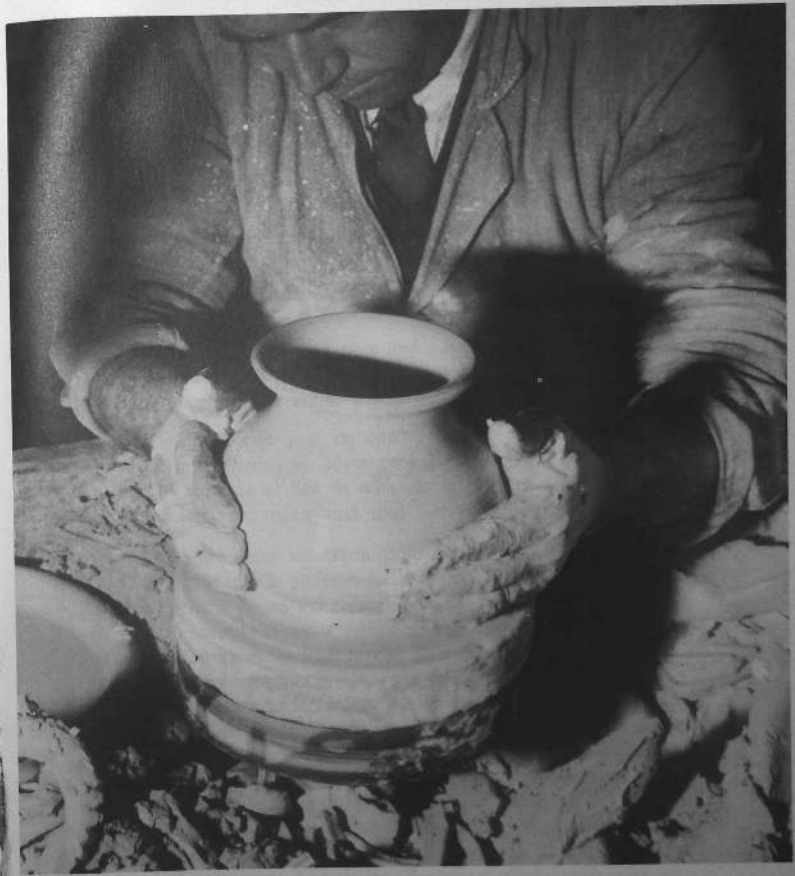
société moderne devrait être un autocrate d'une telle autorité qu'il ne s'en tirerait que si sa communauté, comme l'île des Chômeurs Robinsons, existait dans l'isolement le plus complet.

Puisque l'idée de l'emploi direct du capital-travail est ainsi rendue à peu près impraticable, non pas par les faits économiques, mais par convention (excepté pour des autocrates, des pionniers dans le désert, des bureaucrates cultivant leurs légumes pendant le week-end, ou des Memnonnites soignant l'agriculture de leur arche de Noé à l'épreuve de la bombe), comment une Bretagne indépendante pourrait-elle attirer les investissements qui sont, conventionnellement, jugés nécessaires pour son développement ?

Pour répondre à cette question, il nous faut d'abord répondre à une autre ! Quelles sont les conditions requises pour allécher les investisseurs, s'ils viennent de l'étranger ? ou pour les faire sortir de leur trou, s'ils sont du pays ? Il y en a particulièrement quatre :

1) La toute première, c'est évidemment l'occasion d'investir. Celles-ci sont notoirement plus nombreuses dans les pays sous-développés que dans ceux qui le sont déjà, et dans les pays indépendants que dans ceux qui sont sous dépendance. En fait on a constaté que rien n'attirait autant les investisseurs cherchant des placements profitables pour leurs capitaux que les nations récemment venues à l'indépendance, parce que celles-ci ont le désir naturel de dédoubler à l'intérieur de leurs propres frontières des entreprises qui jusque là étaient situées en dehors de leur contrôle direct. Les fantastiques occasions d'investir, offertes à la fois par le sous-développement et par l'indépendance récemment acquise, sont la principale raison qui explique pourquoi le taux de croissance des jeunes Etats est régulièrement plus élevé que celui des sociétés plus vieilles, tassées, saturées.

2) La deuxième condition vitale qu'un gouvernement récent, et tout gouvernement d'ailleurs, doit réaliser, c'est la *stabilité*. Et ceci pour garantir à l'investisseur, surtout s'il vient de l'extérieur,



*Le potier breton dans son atelier*

que son capital lui assurera un intérêt convenable. Dans le cas d'une Bretagne indépendante, cette stabilité ne peut être menacée que par trois forces : le peuple breton, le gouvernement breton, et surtout le gouvernement français. En pratique, seule la France pourrait avoir intérêt, par désir de vengeance, à mettre en danger la stabilité bretonne. Mais ceci est même improbable pour trois raisons :

A - La France est connue pour son acceptation du fait accompli, non pour son esprit de vengeance, et ses relations avec les anciens « départements français » d'Algérie, le prouvent parfaitement.

B - La France n'a pas la moindre raison de souhaiter qu'une situation d'instabilité et de mécontentement révolutionnaire se développe à sa porte et enfin.

C - Une bonne part du capital investi pour le développement de la Bretagne, en toute probabilité viendra de la France même, de sorte qu'au lieu de menacer la stabilité de la Bretagne, le gouvernement français aura tout intérêt à l'assurer.

3) La troisième condition pour attirer les investisseurs de capitaux, c'est que le gouvernement breton le veuille. Il faut non seulement qu'il désire s'engager lui-même dans le développement à l'échelle nécessaire pour atteindre à la fois un haut degré d'auto-suffisance et un haut niveau de vie, mais il faut aussi qu'il accueille les investisseurs privés, ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, pour partager le fardeau du développement, dans le cadre d'un large plan national. Ceci on peut le préjuger sans crainte, même si le nouveau gouvernement devait envisager une économie en grande partie socialiste. Même l'Union Soviétique ouvrit ses portes toutes larges aux investisseurs privés pendant la période de la NEP (Nouvelle Politique Economique) pour accélérer les premières étapes de son développement entre 1921 et 1927, sans pour autant renoncer à contrôler l'évolution qu'elle avait mise en train. Elle le fait encore aujourd'hui !

4) La quatrième condition concerne les *stimulants*. Au choix de chacun s'offrent des possibilités diverses d'employer ses capitaux, et par conséquent il est nécessaire de persuader ce chacun, s'il faut les déplacer d'Angleterre ou d'Amérique vers la Bretagne, plutôt que vers l'Inde ou Porto-Rico, ou dans un coin de son propre pays où il pourra en garder le contrôle. Certains peuvent investir par pur idéalisme : mais c'est sur ceux-ci qu'il faut le moins compter quand il s'agit de construire un pays matériellement. Car il est dans la nature de l'idéal d'être déçu par la réalité, et de rentrer alors dans sa coquille. Le stimulant le meilleur est, dès lors, la perspective d'une productivité du capital plus importante en Bretagne qu'ailleurs.

Porto-Rico, qui est le « recueil de morceaux choisis » du développement extraordinairement accéléré, a recours, comme principal stimulant pour attirer les investissements, à l'exemption d'impôts (10 ans pour les régions relativement développées, 12 ans en dehors de ces régions, et jusqu'à 17 ans dans les régions les plus défavorisées). Autre stimulant : le gouvernement se chargeait de construire les bâtiments, où les investisseurs n'avaient qu'à s'installer ; (L'Irlande a pris elle aussi des mesures semblables). C'est ainsi, bien que personne ne considérait que le pauvre Porto-Rico ait pu attirer des touristes, que le gouvernement bâtit lui-même un hôtel, espérant que quelqu'un s'y précipiterait... Personne ne vint, sauf Conrad Hilton, mais cela a suffi ! Non seulement le « Caraïbe Hilton hôtel » est devenu le plus beau joyau de l'empire des Hôtels Hilton, couvrant de ses somptueux excédents de recettes les déficits initiaux de nouveaux risques courus dans tous les coins du monde, mais de plus il a transformé les plages qui avoisinent St Juan, en l'espace de dix ans, en l'un des séjours mondiaux les plus enchanteurs et les plus sophistiqués du globe... Non pas que j'en sois, pour moi, particulièrement enchanté ! mais la question ici ce n'est pas l'enchantement poétique, mais bien la poésie de la construction d'une nation : et cette poésie là s'est toujours montrée beaucoup plus lucrative qu'un réalisme terre à terre.

Contre ceci on entend souvent objecter qu'un pays lié à d'autres dans un marché commun ne peut pas offrir un traitement préférentiel, tel que les exemptions d'impôt, puisqu'en le faisant il violerait le principe d'uniformité et d'égalité sous-tendant ces unions. Mais aussi longtemps que l'uniformité visée n'est pas l'uniformité de fait, le concept même d'union exige, au contraire, des traitements préférentiels jusqu'à ce que l'uniformité et l'égalité soit atteinte à tous les niveaux. C'est la raison pour laquelle les politiques agricoles des pays du Marché Commun Européen sont encore, après treize ans d'union, radicalement différentes les unes des autres, et pourquoi Porto-Rico a encore la permission de recourir à ces profitables impôts préférentiels et à ces stimulants de salaires, bien qu'il soit part et partie du Marché Commun américain.

Par conséquent il n'y a aucune raison de croire qu'une Bretagne indépendante rencontrerait les difficultés pour attirer les investissements. Bien au contraire ! Elle a des difficultés à les attirer maintenant parce que, des quatre conditions requises pour allécher les capitaux et les amener dans le pays, une seule est réalisée : le sous-développement. Mais cette condition n'est qu'un repoussoir sans les autres conditions qui sont : indépendance, stabilité, volonté et enfin stimulants. Et ces conditions-ci, offrant les occasions qui naîtraient d'une structure différente de l'économie, centrée sur elle-même et non plus coloniale, seule une Bretagne libre peut les procurer.

#### *Restauration de la vie rurale. Remise en valeur des campagnes.*

Une autre question pratique concerne la façon dont les campagnes peuvent être ramenées à la vie. Le problème jusqu'ici a défié toutes les méthodes proposées par les sociologues et les économistes classiques. Cela prouve tout simplement que leurs théories conventionnelles et classiques n'ont rien de sérieux à proposer : elles se contentent d'ouvrir les yeux devant les dégâts qu'elles ont elles-mêmes contribué à causer !

Car, tout de même, la cause du dépeuplement des campagnes et de leur ruine, c'est l'invasion de la campagne par la machine, l'extension de la révolution industrielle à l'agriculture. Auparavant, un laboureur avait besoin pour employer ses bras de quatre journaux de terre supposons, en moyenne, de sorte qu'une ferme de quarante journaux pouvait nourrir dix travailleurs. Un tracteur ordinaire exige, lui, pour être rentable, non pas quatre mais quarante journaux, alors qu'il fournit du travail non à dix mais à un seul. En d'autres termes, l'industrialisation de l'agriculture a transformée neuf travailleurs en excédents de main-d'œuvre, bon à être déversés dans les grandes villes, qui déjà abritent tant d'autres « personnes techniquement déplacées » que la valeur marginale de chaque nouvel arrivant est tombée pratiquement à zéro.

Une façon de remonter ce courant serait, semble-t-il, d'installer dans la campagne de nouvelles industries. Mais cela ne restaure pas la vie rurale ! Cela l'urbanise, ce qui est justement la cause de la ruine des campagnes. La seule façon effective d'établir les gens à la terre plutôt que dans des concentrations urbaines installées dans la campagne, qui n'offriraient ni le charme de la vie rurale, ni la sophistication des grandes villes, c'est d'endiguer l'inondation qui est la cause de ce fléau, et de renverser le courant. Puisque c'est l'introduction de la technique la plus avancée qui a jeté dans le chômage la masse de la population agricole et industrialisé le reste, c'est le retour, sous certaines formes, et dans certaines zones, à la technique de production modérée, moins avancée, de E. F. Schumacker, qui semble bien être la seule alternative, non seulement pour repeupler les campagnes d'hommes au lieu de machines, mais aussi pour rétablir l'équilibre indispensable et sain entre les formes contrastées d'existence, rurale et urbaine.

Cependant de crainte que le chœur des opposants automatiques à cette solution ne remporte le premier prix au prochain concours de « Kan-ha-diskan » ou de « Folk-music », je veux souligner, encore une fois, que la restauration de la poésie champêtre



*Ce que nous ne voulons plus voir :  
nos fermes et nos villages, abandonnés, désertés, silencieux,  
alors qu'ils étaient riches, vivants, pleins de rires et de cris.*



ne signifie pas un retour au Moyen Age ! Pas plus que l'introduction de la mécanisation modérée dont la suppression promise et envisagée du travail à la chaîne n'essaie de retrouver les aspects bénéfiques, elle n'exige pas le retour à un travail plus dur pour le fermier, ni à une vie plus fruste, ni même l'abandon des tracteurs. Tout ce qui est exigé, c'est d'employer une mesure de technique qui assure le plein emploi sans nuire au plus haut niveau de vie. Cela n'empêchera pas le fermier d'avoir un rasoir électrique, sa femme une machine à laver, sa famille une voiture, un réfrigérateur, le téléphone et la télévision. Car le but de la technique modérée est naturellement, de procurer les avantages de la technique en même temps... que ceux de la *modération* ; et cela exige un arrêt lorsque la modernisation plus poussée commence à engendrer ce fléau social du chômage et de l'émigration obligatoire. Ce que la technique modérée supprime, ce n'est pas le loisir, c'est le temps vide. Ce n'est pas la possibilité de grimper au sommet ; c'est de rouler par-dessus.

Il y a cependant une autre face du problème. Car la grande ville n'est pas seulement le dernier refuge d'une population rurale privée de son gagne pain par une industrialisation agricole excessive. Elle exerce aussi une attirance fatale et spéciale, due à cette animation particulière qu'elle procure au provincial déraciné. Pour cette raison la restauration de la vie rurale exige autre chose que la simple introduction de la technologie modérée : il faut en même temps faire renaître cette animation que la vie campagnarde a toujours fournie, surtout et d'une plus haute qualité, en Bretagne plus qu'ailleurs. Ceci ne signifie pas d'installer les lumières au néon, ni vendre de la drogue dans les coins obscurs. L'animation campagnarde est d'une essence moins sophistiquée, mais non moins prenante pour autant. Elle consiste en la communion facile avec la nature, en cette liberté et cette amitié spontanée, engendrée par l'absence de la foule, en la sérénité des promenades à travers les champs, les forêts, les grèves, en la solitude d'une chapelle près d'une source apaisante. « ...ur chapélig didrous é mézeù Breih -

Izél »... (Calloc'h), aussi bien que la joie des exploits d'une équipe locale ou le triomphe d'un couple de danseurs de la paroisse dans un fest-noz, les discussions chaudes et cordiales du café, et, plus que tout, dans l'universalité d'expérience que seule les proportions « transparentes » des petites communautés peuvent permettre d'acquérir. Ici tout ce qui se passe peut se voir. Dans la grande ville opaque l'habitant n'a qu'un seul moyen d'élargir son horizon : c'est de lire les journaux, qui ne veulent pas, ne savent pas, et ne peuvent pas tout dire !

Malgré tout je n'ai aucune intention de plaider contre la sophistication et la déformation de la grande ville. Car vers la grande ville convergent les esprits universels, venant pour la plupart de la campagne, pour y élaborer les formes suprêmes de la civilisation de la nation. Pour nourrir cette civilisation il faut à la fois campagne et ville, Rennes et Nantes aussi bien que Brocéliande et le Folgoët.

Mais puisque c'est la campagne qui est menacée d'extinction, dans les circonstances historiques actuelles, c'est sur la restauration des villages qu'il faut insister, d'autant plus que la résurrection des campagnes va en même temps réduire automatiquement la pression de la population qui menace à son tour, par apoplexie, la vie des grandes villes.

En pratique cependant il est inutile de se tourmenter de ce dernier problème. Une fois que la technologie modérée et adaptée aura repeuplé les campagnes, l'animation de la vie rurale renaitra par elle-même. Les marxistes n'auront aucun mal à comprendre ceci, puisque c'est Marx qui soutient, dans sa fameuse interprétation matérialiste de l'histoire, que tout, nos projets, nos goûts, nos habitudes, nos valeurs, nos idéologies, et notre sensibilité, sont déterminés par le mode de production, par la façon dont nous gagnons notre nourriture. De même que la production de masse engendre la vie urbaine, la technologie mesurée restaurera automatiquement cette vie plus détendue et plus rétrospective qu'est la vie

rurale. Le seul ennui, avec les actuels bâtisseurs de nations, quand ils sont marxistes, c'est que ça ne les intéresse pas de restaurer ce que le Manifeste Communiste appelle « l'idiotie de la vie rurale ». Ils préfèrent la production automatisée qui produit, à la place, « l'idiotie de la vie des grandes métropoles ». Mais ils en sont encore là tout simplement parce que la terreur et les catastrophes que nous prépare l'urbanisation à outrance n'ont été envisagées que récemment, et qu'ils n'ont pas encore compris leurs implications, pas plus que le Vatican n'a compris la nécessité du contrôle des naissances, pour la même raison.

L'objection dernière, mais qu'on entend fréquemment contre la restauration de la vie rurale, c'est qu'à la campagne on ne trouve plus de travail... C'est à peu près comme si les Pilgrim Fathers, les premiers colons débarqués en Amérique, avaient mis les gens en garde et leur avaient déconseillé de les suivre en disant que, même pour ce premier groupe, il n'y avait pas d'emplois à les attendre sur place... Mais c'est leur arrivée qui par elle-même créa des emplois ! et il aurait suffi qu'ils repartent pour que les emplois s'évanouissent. Tout bébé nouveau né contribue à la création de nouveaux emplois, nécessaires pour le nourrir, l'habiller, l'éduquer. Et tout Breton revenant de Paris, et tout citadin revenant à la campagne, apporte avec lui l'emploi dont il a besoin pour survivre.

Ainsi donc, pour paraphraser David Ricardo, il ne faut pas dire que les gens ne reviennent pas parce qu'il n'y a pas d'emplois ; mais il n'y a pas d'emplois parce qu'ils ne reviennent pas. Par conséquent, pour qu'ils reviennent, il leur faut un stimulant autre que l'espoir d'un emploi. Les précédents historiques permettent d'affirmer que le plus fort des stimulants, celui qui ramènerait des multitudes de Bretons sur le pays qui est « leur vrai pays » — (Hor gwir Vro), ce serait la perspective enthousiasmante de pouvoir construire un Etat qui serait aussi, véritablement, le leur « Ar Vretoned mestr er ger ».

## IX

### LA SCIENCE A COURTE VUE

(Les savants myopes)

On pourrait mettre ici le point final. Cependant une dernière question nous ramène aux théories économiques. Après tout le problème de savoir si la Bretagne peut vivre est bien, et principalement, un problème économique. Cela peut donc avoir une certaine importance de se demander ce que les économistes peuvent en penser. En majorité, ils diront sans doute « Non, une Bretagne indépendante ne peut pas vivre ». Il y a d'ailleurs pas mal de temps qu'ils le disent. Mais ceci ne doit pas tracasser les bâtisseurs de la nation. La plupart des experts, dans le désert du Sinaï, quand le peuple hébreu assoiffé leur demandait s'il y avait de l'eau, répondaient : « Non ». Au lieu de se soumettre à ce verdict, le peuple répéta sa demande jusqu'au moment où ils arrivèrent à Moïse qui répondit : « Pas d'eau ? Allons donc ! bien sûr qu'il y en a » et d'un seul coup de pied au rocher, sans rien d'autre que la foi pour donner de la force à sa conviction, il fit jaillir l'eau. Une fois qu'elle bouillonnait, les experts sautèrent sur le rocher et s'affairèrent pour expliquer comment la distribuer, comment s'en servir pour irriguer les cultures, et même comment d'un coup de pied, on fait couler l'eau dans le désert à condition de figurer les diagrammes voulus...

Certes, la Bible ne raconte pas l'histoire exactement dans ce style. Mais ceci ne change rien au message fondamental, qui est celui-ci : le nœud gordien ne peut pas être dénoué par les mains des dénoueurs de profession ; mais il peut être tranché d'un seul coup par l'épée des bâtisseurs de nation. Cela ne veut pas dire que les experts ne soient bons à rien ! Ils sont très utiles *après* l'événement. Mais *avant* l'événement, ce sont les visionnaires qui comptent, le « deus ex machina » qui commande aux éléments, décide de la direction à suivre, et pose la première pierre. Lui seul est l'architecte qui sait QUOI construire ; tandis que les économistes et autres experts sont les maçons qui savent comment continuer sur les fondements posés. C'est pour cela qu'il ne faut jamais les consulter avant l'événement... A moins qu'ils n'en soient eux-mêmes partisans !

Ainsi quand Charles Lindbergh déclara qu'il était techniquement impossible de fabriquer les 60.000 avions considérés comme nécessaires pour vaincre les Puissances de l'Axe, le Président Roosevelt n'implora pas la paix. Il répéta sa question jusqu'au moment où il trouva un Moïse pour lui répondre : « Bien sûr, on peut les fabriquer ! » Hitler résolut de même le problème de l'inflation qui déconcertait ses conseillers économiques et financiers, en déclarant tout simplement que l'inflation, il allait l'interdire... Et c'est ce qu'il fit. Plus près de nous De Gaulle interdit à ses ministres de faire une dévaluation monétaire recommandée par tous les experts et il eut raison ! Je me souviens encore de l'unanimité avec laquelle les économistes de tous les pays semblaient s'être mis d'accord pour prouver que la petite Autriche ne pouvait certainement pas vivre : d'abord, sans l'empire danubien, alors que c'était lui qui était moribond ! ensuite sans le Reich allemand, qui lui aussi rendit l'âme. Mais quand la séparation entre l'Autriche et l'Allemagne, après la seconde guerre mondiale, fut réalisée, un bon nombre des mêmes économistes se servirent de leurs diagrammes et de leurs statistiques pour prouver que ce qui était déjà réalisé était... réalisable !

Il n'y a donc aucune raison pour que les bâtisseurs de la nation bretonne se tracassent de ce que les maçons disent de leurs plans d'architectes. Quand l'échafaudage sera en place pour la construction, les experts ne resteront pas boudier dans leur coin. Comme ils l'ont fait loyalement en bien d'autres occasions ils offriront leurs services avec la même conviction qu'ils avaient mise à prédire le désastre.

En d'autres termes, le moment venu, on ne manquera pas d'économistes de talent pour dire qu'eux l'avaient toujours prévu et prédit... Et en effet, les vrais architectes, parmi eux des économistes tels que E. F. Schumacker, Lord Ralagh ou Gunnar Myrdal, soutiennent depuis longtemps qu'un petit pays de la dimension de la Bretagne est éminemment viable. Tous nos économistes aideront le Moïse celtique jusqu'au bout, dès que l'eau jaillira du rocher. Car les vrais économistes accomplissent leur œuvre avec la même compétence dans n'importe quel contexte, de même que les vrais grands acteurs jouent le rôle du visionnaire Faust aussi brillamment que le rôle plus intrigant et plus subtil du destructeur Méphistophèles, dont Goethe a dit, et il ressemble bien en cela aux théoriciens de l'économie des vastes échelles intégrées, maintenant que les voilà aux prises avec le monde nouveau du nationalisme des petites nations, qu'il est « comme l'esprit qui nie toute chose : toujours veut le mal, et le pauvre ! toujours concourt au bien ! ».

## POST-FACE

### TROIS DOCUMENTS

Il est très instructif de comparer les conclusions des grands auteurs d'Economie Politique modernes, telles que L. Kohr les présentent au cours des pages précédentes, avec celles qui régissent la politique française depuis bientôt 10 ans. Trois documents suffiront pour cela.

#### I — *Les plans qui préparent la France de 1985.*

Engagé dans le mouvement qui voulait (il y a si peu d'années !) sauver « Lannion, ville condamnée à mort », je reçus la visite d'une religieuse, supérieure d'une école importante et prospère. Je venais de terminer la lecture d'un livre alors récent « Réflexions pour 1985 ». Le livre était sur mon bureau. Je lui lus un passage ; je lui montrai les noms des membres du Commissariat au plan et lui fit remarquer que le livre était publié par la Documentation Française. Elle prit alors le livre de ma main. En silence, elle relut le passage. Elle regarda une deuxième fois la carte et les noms des co-auteurs, et la maison d'édition. Puis elle relut le passage une troisième fois. Alors elle posa le livre, se leva, et dit : « il ne faut pas parler de cela ! » et partit en oubliant même de me dire « Bonsoir ». Voici cet extrait et cette carte dont « il ne faut pas parler ».



« RÉFLEXIONS POUR 1985 » (travaux pour le plan)  
(la documentation Française 1964)

Page 73 : *L'Utilisation de l'Espace National*.

« La répartition des hommes et des activités sur le territoire français devra résulter de *choix* (C'est nous qui soulignons) qui ne peuvent être que déchirants, et qui seront toujours contestés — mais l'absence de *choix* serait la pire des solutions ? »

*Pourquoi un choix ?* Parce que la France est *trop grande* : Il est donc nécessaire d'en vider une partie pour concentrer les hommes et les activités sur l'autre... Heureuse les régions *choisies* pour être riches ! Malheur à celles qui ont été *choisies* pour être pauvres ! Voici comment cela se dit dans le style du « GROUPE 1985 » :

« En dépit du redressement démographique, et d'une immigration qui croîtra sans doute plus qu'il n'est actuellement prévu, la France demeurera en 1985 *une terre pauvre en hommes*, deux à quatre fois moins densément peuplée que ses voisins (nous citons, pour la clarté : la Hollande, la Belgique, le Bassin de Londres, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie du Nord...) Il est donc *inévitabile*, qu'à côté de régions où les conditions de vie et de peuplement seront analogues à ce qu'elles sont en Allemagne, en Belgique, en Italie et en Grande-Bretagne, *il y ait des déserts en France, et le clivage ne pourra que s'accroître* entre ces deux types de zones ».

L'esprit qui guide les PLANS français est donc à l'opposé absolu de ce que soutient L. Kohr : « il faut se servir du PLAN pour ruiner les régions pauvres afin d'enrichir les régions riches, qui pourront ainsi prendre rang parmi les régions riches de l'Europe ! Les ruiner, jusqu'à quel point ? Jusqu'au point zéro ! En effet :

« Les zones désertiques ne devront pas être des terroirs vieillissants où déclinent lentement des activités ancestrales et des populations aigries condamnées à une assistance permanente toujours insuffisante ». C'est donc que, quand un technocrate dit DESERT, il veut dire Désert, tout simplement. Mais voici le bouquet :

« Les déserts seront une rareté en Europe occidentale : en tant que zone de *loisirs et de liberté*, ils seront donc très *recherchés* si une discipline suffisante préserve leurs qualités. *Leur Conversion en parcs nationaux* devra donc être organisée et éventuellement accélérée ».

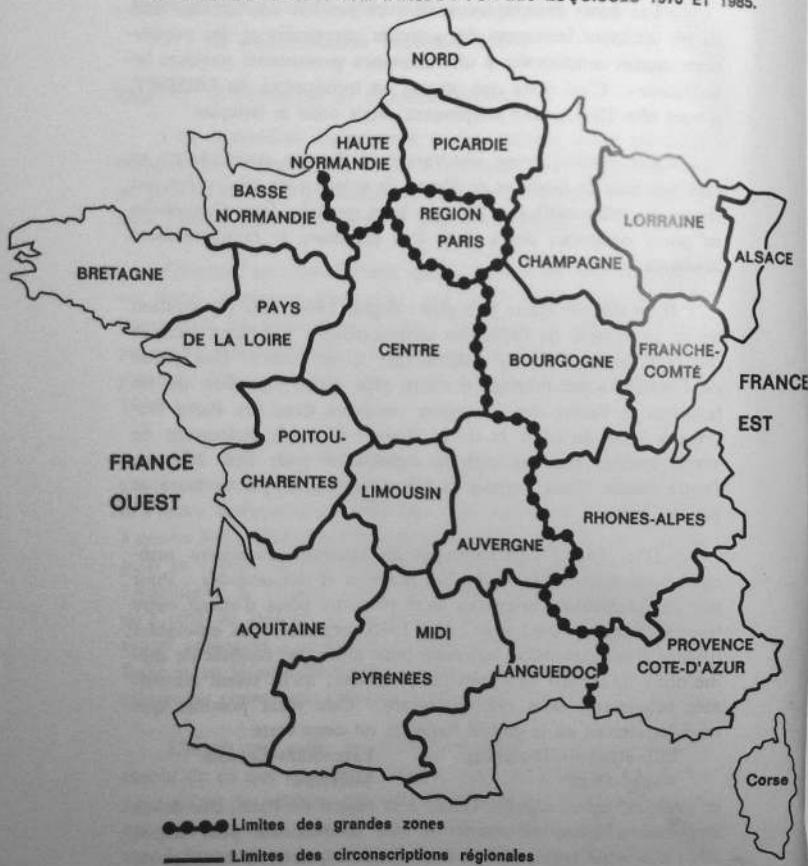
Il est difficile d'être plus clair : depuis 1964, date de parution de ce monument de littérature technocratique, les Plans français ont pour premier but de « déménager le territoire ». Une partie de l'hexagone est destinée à n'être plus qu'un cimetière où les favorisés de l'autre demi-hexagone viendront dans des Parcs Nationaux jouir du loisir et de la liberté ! Il serait intéressant de savoir quelles sont les régions « choisies » pour l'un et pour l'autre destin. Nous sommes là-dessus renseignés par le texte et par une carte :

« D'ici 1985 ; l'aménagement du territoire consistera principalement dans la *répartition des hommes et des activités*... Pour que des populations migrantes aient plusieurs pôles d'attrait entre lesquels choisir, il faut donc, d'ici 1985, organiser des ensembles urbains d'une dimension suffisante pour offrir des facilités de même ordre qu'à Paris dans tous les domaines : qu'ils soient dénommés nébuleuses, aires métropolitaines... Cela n'est possible que dans les régions où la densité humaine est assez forte :

Lille-Roubaix-Tourcoing.      Lyon-Saint-Etienne.  
Nancy-Metz.      Marseille

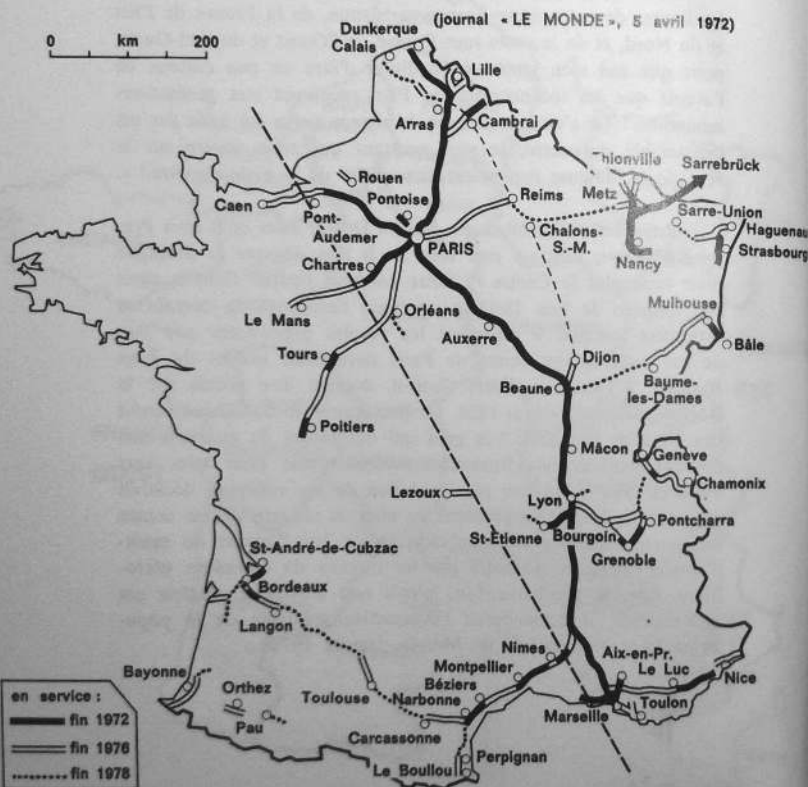
et quelques autres régions. Quant à la région de Paris, elle devra être mise à même de remplir le rôle international pour lequel elle est la seule agglomération française bien placée au bénéfice de la collectivité nationale... etc... etc... »

REGROUPEMENT DES CIRCONSCRIPTIONS D'ACTION RÉGIONALE EN TROIS ZONES ADOPTÉ PAR L'INSEE POUR LES ESQUISSES 1970 ET 1985.



Une carte, que nous reproduisons ci-contre, vient préciser les limites de cette *super-France* parisienne, de la France de l'Est et du Nord, et de la vaste sous-France de l'Ouest et du Sud-Ouest, pour que nul n'en ignore à condition d'être un peu curieux de l'avenir que les technocrates du Plan préparent aux générations montantes ! Or c'est une chappe de silence qui a été jetée sur cet inestimable document, le seul pourtant qui nous éclaire sur le sens de la fameuse expression : « mobilité de la main-d'œuvre ! ».

Rappelons nous aussi que Michel Debré, alors qu'il était Premier Ministre, s'est un jour écrié : « Il faut dégager la Bretagne pour repeupler le Centre ». Notre confrère basque Enbata, dans son numéro de juin 1967, a confirmé l'existence de ces thèses officielles lorsqu'il a reproduit les paroles prononcées par l'un de ces technocrates venus de Paris devant les maires du Pays Basque : « Tous les efforts disait-il, doivent être portés sur la Région parisienne et sur l'Est. La Bretagne et le Sud-Ouest seront des lieux de vacances. Les gens qui ont moins de quarante ans devront recevoir une formation professionnelle pour aller vers Paris et l'Est ». Un peu plus tard l'un de ses collègues déclarait au maire de Fos, venu protester au nom de ses administrés contre les ennuis causés à la population locale par l'apport de main-d'œuvre extérieure nécessité par les travaux du complexe pétrolier, que, la prochaine fois, plutôt que d'avoir à souffrir ces réclamations, il demanderait l'évacuation préalable de la population locale ! (Spectacle du Monde, janvier 1972)...

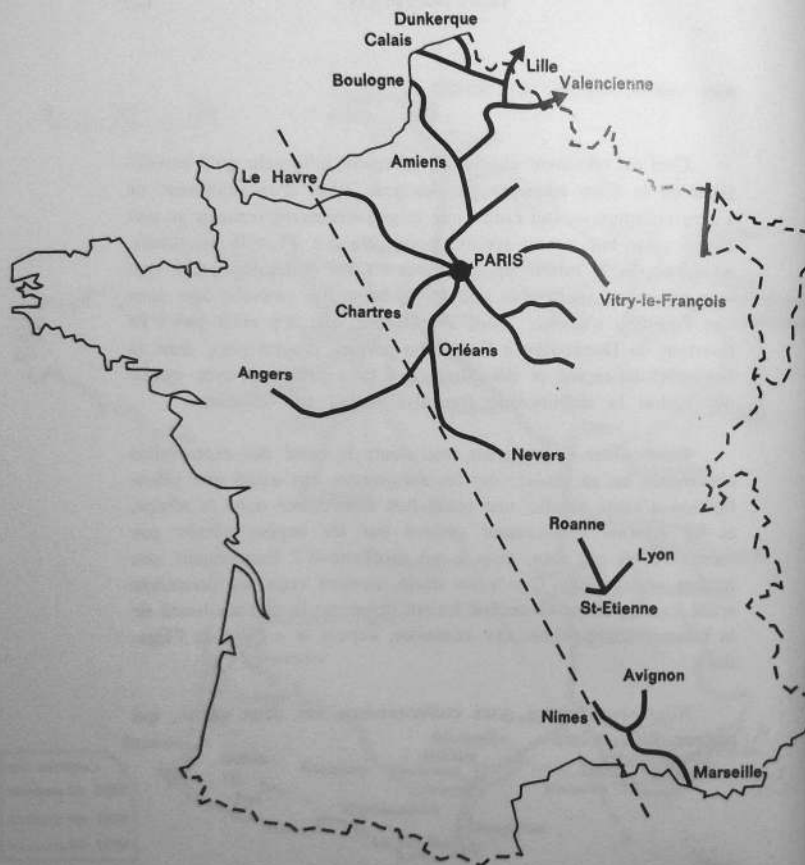


## II

Ceci est tellement énorme et tellement inhumain qu'il est difficile de le faire admettre par les gens doué d'un minimum de « sens commun » : qui croira que le gouvernement français se soit donné pour but, en se servant pour cela des PLANS successifs, de dépeupler la moitié de la France ? C'est justement parce que leur projet est incroyable que les technocrates peuvent agir sans que l'opinion s'affole... Tout simplement, elle n'y croit pas ! Et pourtant de Dunkerque à Fos d'une part et, d'autre part, dans la Bretagne dépeuplée et déculturée, les faits prouvent avec quelle obstination la technocratie française réalise ses desseins !

Le meilleur exemple est sans doute la carte des auto-routes construites ou en projet : car les auto-routes ont exigé une planification à vaste échelle, une réalisation échelonnée dans le temps, et un énorme financement prélevé sur les impôts versés par tous... Versés par tous, mais à qui profitent-ils ? Exactement aux mêmes régions qui, il y a un siècle, avaient reçu les premières voies ferrées, et qui de ce fait étaient devenues le plateau lourd de la balance déséquilibrée que constitue, depuis le « Pays de l'Égalité » !

Nous reproduisons, sans commentaires, ces deux cartes, qui parlent d'elles-mêmes.



Voies ferrées ouvertes avant 1850

(environ 2 000 km)

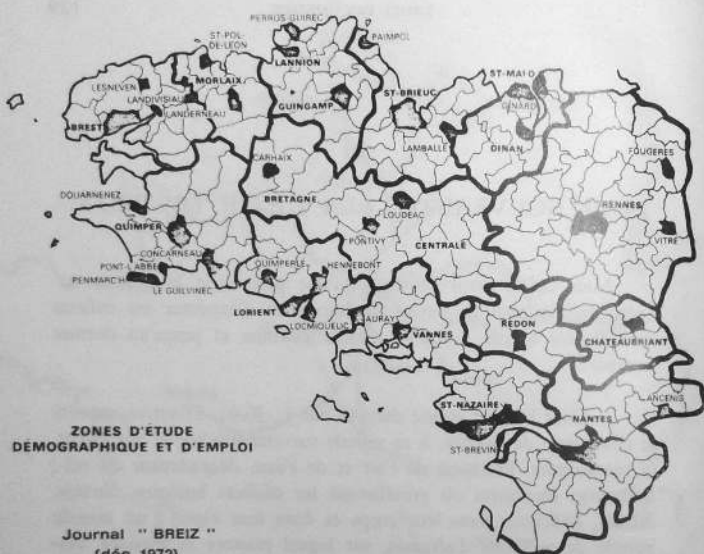
## III

## UNE NOUVEAUTÉ : « LA Z.E.D.E. OU BRO »

Mais enfin, est-il possible qu'une moitié de la France accepte indéfiniment de payer des impôts et d'exporter ses enfants dans l'autre moitié, jusqu'au dernier centime et jusqu'au dernier homme ?

C'est le sujet même débattu par L. Kohr. D'autres auteurs se contentent de prédire, à ce monde sur-industrialisé et surpeuplé, la catastrophe. Pollution de l'air et de l'eau, dégradation du sol ; faubourgs immenses où grouilleront les déchets humains abrutis, affolés, déficients dans leur corps et dans leur esprit ; un monde peuplé de milliards d'affamés, sur lequel planera la menace atomique des puissants, où rampera la guérilla des faibles, moutons devenus enragés, sur les rivages d'une mer devenue poubelle mondiale !

Mais d'autres auteurs se rencontrent avec L. Kohr dans leurs conclusions : « Pour faire face, avant, ou pour reconstruire après la catastrophe, il va falloir que les hommes forment des groupes restreints dont les membres seront aussi étroitement solidaires que ceux d'un équipage dans la tempête. Ainsi se résume, par exemple, la conclusion du « Testament pour un Monde futur » d'Eric Muraise. Conclusion très proche de celle de L. Kohr quand il affirme que la Bretagne ou le Pays de Galles eux-mêmes sont trop grands pour constituer, chacun, une seule zone de développement, et que le meilleur exemple à imiter est celui de la Suisse et de sa vingtaine de Cantons « dont chacun constitue une zone de développement ».



Journal " BREIZ "  
(déc. 1972)

Les Bros ou Pays, proposés par le livre blanc du CELIB et qui figurent sur la carte ci-dessus, constituent un découpage territorial rationnel du territoire breton, chacun d'entre eux pouvant devenir une zone de développement économique et d'animation culturelle, dotée de son centre administratif de décision. L'administration et l'organisation intérieure de la Bretagne libre se rapprocherait ainsi de celle de la Suisse. On ne saurait trop souligner que le cadre du département, dont le maintien n'est plus aujourd'hui défendu que par les forces politiques conservatrices, et notamment par les gaullistes et les communistes français, reste, après deux siècles, aussi artificiel qu'à sa création. Il a brisé des unités naturelles, à la fois économiques, sociales et culturelles, qui peuvent se retrouver aujourd'hui par la création des Bros.

Les « cantons » bretons ont d'ailleurs été délimités par les statisticiens de l'I.N.S.E.E., et nous reproduisons la carte qu'ils en ont dessinée. En Français, ces cantons s'appellent Z.E.D.E. (Zone d'Etude Démographique et d'Emploi). En Breton, ils ont employé le mot Bro ; le mot *Kanton* est cependant le mot traditionnel, mais il risquait de faire double emploi avec le canton politique...

Le CELIB renouvelé a décidé de baser sur ces « bro » les études préparatoires au prochain Plan. C'est donc à propos de ce plan là que les deux conceptions vont s'affronter : celle des vieux partisans du DÉSEPT DE LUXE, dans le cadre de la vaste centralisation ; et celle des artisans du RENOUVEAU par la vie et le travail à l'échelle humaine du « BRO » « gant TUD ma c'hanton ».

Pierre BOURDELLES



## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
— Préface (Yann Fouéré) .....	7
— Introduction (Alwyn Rees) .....	13
— I - La Bretagne peut-elle se débrouiller seule ? .....	19
— II - Une économie excentrée .....	27
— III - La force des petits .....	35
— IV - Une Communauté économique européenne .....	43
— V - Traité ou union .....	51
— VI - La loi de l'abandon des régions excentrées .....	57
— VII - Un cadre pour la prospérité bretonne .....	63
— Une économie sur trois horizons .....	70
— Développement du secteur breton .....	74
— La technologie modérée .....	81
— Le développement équilibré .....	87
— Auto-suffisance .....	90
— La transparence des petits .....	97
— VIII - Questions pratiques .....	101
— Investissements .....	101
— Mise en valeur des campagnes .....	109
— IX - La courte vue des experts .....	117
Postface (P. Bourdelles) .....	121
— Les plans qui préparent la France de 1985 ..	121
— Une nouveauté le ZDE ou BRO .....	129

L'Avenir de la Bretagne - N° 250  
C.P.P.P. N° 34834

Edité par la SOCIPRESSE,  
21, place Duguesclin - Saint-Brieuc

Diffusion Nature et Bretagne,  
Quimper

---

Photos Jos Le Doaré  
Châteaulin

Ce volume constitue le N° 1 des  
« Cahiers de l'Avenir »

Achévé d'imprimer,  
sur les Presses  
de l'Imprimerie Cornouaillaise,  
à Quimper,  
le 18 décembre 1975.

Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 1975.

« Les Jacobins ont rendu la liberté impossible en France et la Révolution illusoire... Qui dit Nation unitaire dit Nation vendue à son gouvernement ».

P. J. Proud'hon.

« Acceptez-vous donc que l'Occitanie se décolonise, avec la Bretagne, la Corse, Euzkadí, le Roussillon... vous qui avez choisi depuis vingt ans de vous laisser arracher des indépendances, en Asie et en Afrique, plutôt que d'accorder des autonomies ».

Robert Lafont.

Comment se fait-il que le socialisme, comme le capitalisme, aboutissent également à la création de régimes centralisés et bureaucratisés, voire même totalitaires ? La réponse à cette question importe à tous ceux qui sont à la recherche d'une société meilleure, respectueuse des libertés fondamentales de l'homme, des groupes, des peuples et des nations, autant que des nécessités de leur développement équilibré.

C'est que l'Etat moderne est devenu « une énorme machine... dont le mécanisme même est oppresseur, indépendamment des intentions des hommes qui le composent » (Maurice Duverger). C'est, ajoute Léopold Kohr, que tout, dans nos sociétés modernes, Etats, concentrations économiques, organisations de masse, est devenu trop grand. Rendre à la Bretagne et au peuple breton, comme aux autres nations sans Etat de l'Europe, la maîtrise de leur destin, marquerait une étape importante vers la réalisation d'une société grandeur nature, qui resterait à l'échelle de l'homme et du citoyen et les ferait participer effectivement à l'exercice du pouvoir. Rien dans l'économie ne s'y oppose, pas plus que dans la politique. Toutes les deux au contraire y trouveraient leur compte.